

**Le Nouvelliste**

**L'économie  
au Coeur du Québec**

Vendredi 24 janvier 1992

CAHIER SPÉCIAL



Pour Jean Morasse du CRCA, il est urgent de ne pas attendre

# Il faut se mettre l'idée de relance dans la tête



## A.B.I.

ALUMINERIE DE BÉCANCOUR INC.

**A.B.I. a investi plus**

**de 1,5 milliard de**

**dollars et créé plus de**

**1000 emplois directs.**

**Sa masse salariale**

**représente près de 50**

**millions de dollars. En**

**1991, A.B.I. a dépensé**

**près de 28 millions**

**de dollars en**

**sous-traitance régionale.**



Le directeur général du CRCA-04, M. Jean Morasse

Jean-Marc Beaudoin  
Trois-Rivières

■ «On ne peut probablement pas grand-chose contre la fermeture de grandes entreprises comme l'usine PFCP de Trois-Rivières ou contre les réductions massives du nombre de leurs employés. Mais il faudrait au moins que les dirigeants des grandes entreprises fassent connaître un peu plus à l'avance leurs projets d'avenir, afin de permettre que le milieu y soit mieux préparé.»

Encore sous le choc de l'annonce de la fermeture de l'usine PFCP de Trois-Rivières et des réductions en cascades de personnel aux usines Wayagamack, Belgo et Laurentide de la papeterie Stone-Consol, le directeur général du Conseil régional de concertation et d'action, M. Jean Morasse, croit qu'une telle information est un minimum qu'on puisse attendre des grandes sociétés.

#### Mauvais départ

«On sait depuis longtemps que les centres de décision des grandes entreprises établies en région se trouvent ailleurs, et qu'il est difficile d'agir sur les véritables décideurs, et de les influencer en notre faveur. Mais l'importance de ces entreprises dans le milieu demeure majeure, et en conséquence il en incombe des responsabilités», analyse M. Morasse.

Reste que l'année 1992 s'est très mal amorcée, et que d'évidence la région prendra du temps à s'en remettre. «Il sera difficile de compenser les emplois perdus. On devra s'en remettre aux PME qui sont les plus grandes créatrices d'emplois. Mais comme ces fermetures arrivent au beau milieu d'une crise économique, les PME éprouvent aussi des difficultés, et ce n'est pas la période la plus propice à la création de nouvelles entreprises», a-t-il observé.

Malgré cette apparence de cul-de-sac, M. Morasse insiste pour

dire qu'il est surtout urgent de ne pas attendre. «Il faut s'attaquer immédiatement à la relance. Il faut se la mettre dans la tête», insiste-t-il, saluant au passage l'initiative du maire de Trois-Rivières, Me Guy Leblanc, et de la Cédic, en réaction à la fermeture de PFCP, comme un exemple de voie à emprunter.

«Il faudra mobiliser toutes les énergies. Il faudra que les gens et les organismes s'associent, sans discorder et sans chercher à tirer d'avantages particuliers, mais bien dans le strict intérêt de la collectivité. Il faudra développer des stratégies au niveau des agglomérations et au niveau régional.»

Pour M. Morasse, la région aura davantage à s'identifier des créneaux de développement, à former des grappes industrielles, autour de quoi on concentrera les efforts.

#### Rôle plus actif

Dans ce contexte difficile, M. Morasse relève malgré tout quelques points positifs. «Les perspectives économiques ne sont pas bonnes. Mais les perspectives sur les contrôles économiques le sont», dit-il.

C'est que les responsabilités de l'organisme qu'il dirige seront appelées à croître de façon sensible, en 1992, alors que certains budgets administrés entre autres par l'Office de planification de développement régional tomberont sous la coupe du CRCA ou de l'organisme qui lui succédera à compter du printemps.

«Il n'y aura pas plus d'argent consacré au développement économique. Mais on peut croire que cet argent sera mieux dépensé. La crise apporte cet avantage que les pouvoirs se rapprochent de la base et qu'en conséquence les décisions colent mieux aux attentes.»

«Nous ne pouvons pas créer d'entreprise. Mais nous pouvons créer un climat favorable à la création d'entreprises», conclut M. Morasse. ●

L'industrie des pâtes et papiers

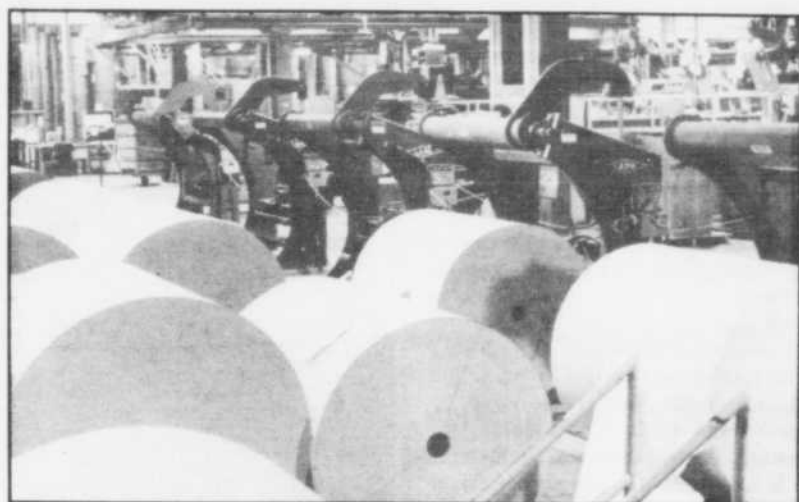
# 1992: l'année de tous les malheurs

Jean-Marc Beaudoin

■ En moins de sept jours, l'industrie des pâtes et papiers de la Mauricie a annoncé une fermeture et des réductions de personnel qui ont fait tomber du quart ses effectifs.

C'est à 1745 que s'élèvent les pertes d'emplois annoncées par les papeteries de la région. S'il fallait inclure les employés de l'usine PFCP de La Tuque, dont l'avenir est fortement incertain, c'est à peu près la moitié de la force de travail de l'industrie du papier et des activités forestières qui lui sont liées, qui se serait effondrée.

Or, ces licenciements et ces réductions interviennent après des années de dégrossissement des effectifs. Si à l'usine PFCP de Trois-Rivières on parle de 900 personnes qui vont perdre leur emploi d'ici à la fermeture finale de l'usine, le 30 juin, en réalité, c'est que l'usine s'était déjà livrée à une solide cure d'amaigrissement. On a compté jusqu'à 1400 employés à cette usine. Même situation dans les usines de Stone où l'amputation d'effectifs était



déjà majeure, à commencer par le siège social de Montréal qui a été coupé de moitié, une large part des centres de décisions se déplaçant aux États-Unis.

#### From USA

C'est avec Chicago que les dirigeants locaux des usines de Stone reçoivent maintenant l'essentiel de leurs directives.

L'année 1992 sera donc plus que charnière. Elle viendra clôturer une opération de rationalisation d'une ampleur jamais éga-

lée dans le passé. Il faudra attendre la fin de l'année pour faire le décompte des dégâts et évaluer ce qui restera de cette industrie.

Seule la papeterie Kruger n'a pas fait connaître ses intentions. Ça ne saurait tarder.

Peu importe la direction que prendra l'usine de Trois-Rivières, Kruger n'avait pas d'intérêt à ajouter au débat public. Kruger était un peu coincée. «Le climat est trop surchauffé», se contentera de dire le vice-président aux opérations, M. Roland-O. Cyren-

ne, pour expliquer au NOUVELLISTE le mutisme de sa société.

#### Kruger et la psychose

Si Kruger avait annoncé à son tour une réduction de personnel, l'entreprise aurait été accusée de profiter de la psychose générale engendrée par la fermeture de l'usine de PFCP et les coupures de Stone-Consol. Si Kruger révélait par contre qu'elle entendait préserver ses effectifs, sa sortie aurait fortement indisposé les autres papeteries qui lui auraient reproché de chercher à tirer avantage du malheur des autres.

En fait, Kruger attend l'assemblée des producteurs de pâtes et papiers, en début de février, pour faire connaître sa position. Tout indique que la papeterie se montrera solidaire de l'industrie.

Or, les demandes sont déjà connues.

#### Augmentation dérangeante

L'industrie des pâtes et papiers doit récupérer un écart de 120 \$ la tonne pour redevenir concurrentielle avec les usines américaines. Dans cet écart, 65 \$ sont imputables à l'approvisionnement (la fibre), 42 \$ à la main-d'oeuvre, et 59 \$ au transport. Il n'y a

rien à faire contre le transport. Il faut donc épargner le coût différentiel sur les autres dépenses.

Des demandes formelles sont déjà exprimées au gouvernement, en particulier sur l'aménagement forestier, l'environnement, et sur les coûts d'Hydro-Québec.

Mais l'industrie semble aussi bien déterminée à réduire ses coûts de main-d'oeuvre. La flexibilité des tâches est déjà à peu près acquise. L'industrie ne cache plus qu'elle vise maintenant le non-versement de l'augmentation de 5,5 p.c. prévue au premier mai.

#### Le mal dans la tête

C'est qu'au cours des 12 dernières années les augmentations moyennes au Canada ont été de 6,3 p.c., comparé à 2,7 p.c. aux États-Unis. Il en est résulté un écart de 44 p.c. qu'il apparaît impérieux de réduire.

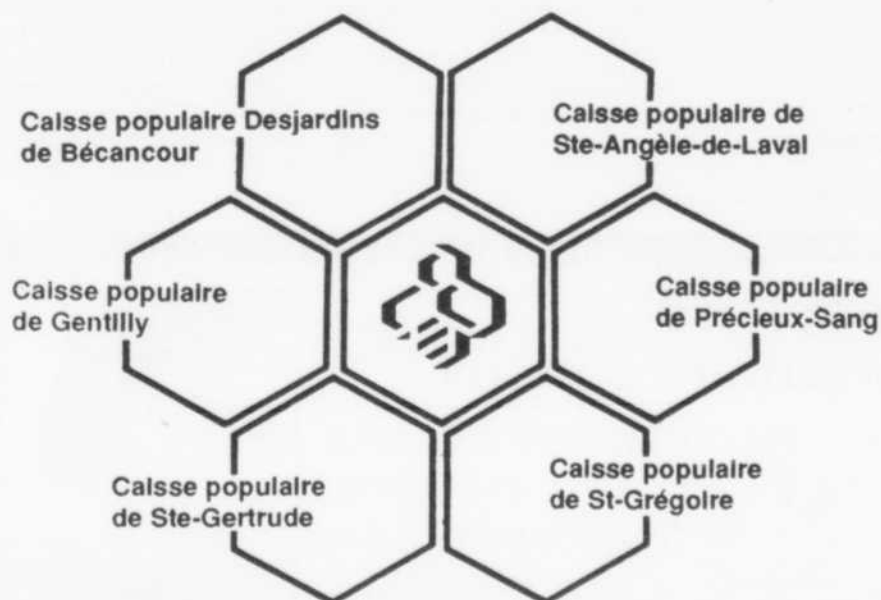
L'apport économique de l'industrie du papier en 1992, à l'économie régionale, risque donc d'être plus fortement réduit que ne l'indique le pourcentage de baisse des effectifs.

Mais c'est encore rien, comparé à l'impact psychologique causé par les annonces récentes. ●

## NOUS SOMMES LÀ!

Que ce soit pour s'impliquer dans la communauté ou pour offrir les meilleurs services financiers, vous pouvez nous faire confiance!

110 millions de dollars d'actif



250 millions de dollars d'actif

### ZONE NICOLET-YAMASKA

C.P. de Courval

C.P. Deux-Rives (Ste-Perpétue)

C.P. La Baie

C.P. Lemieux

C.P. Nicolet

C.P. Pierreville

C.P. St-Célestin

C.P. St-François-du-Lac

C.P. St-Gérard d'Yamaska

C.P. St-Léonard

C.P. St-Raphaël d'Aston

C.P. St-Wenceslas

C.P. Ste-Monique

C.P. St-David d'Yamaska



L'ASSOCIATION DES CAISSES POPULAIRES  
DE LA ZONE DE BÉCANCOUR



L'ASSOCIATION DES CAISSES POPULAIRES  
DE LA ZONE NICOLET-YAMASKA

# Le maire Leblanc prédit une année difficile

Ginette Gagnon

■ «On passe à travers une situation difficile mais on va trouver les moyens de s'en sortir en étant solidaires. 1992 sera une année très difficile. Ça va faire encore mal. Il y aura d'autres rationalisations, peut-être pas des fermetures d'usines, mais on traverse une crise mondiale et il va falloir changer nos manières de travailler. La structure économique ne sera plus jamais la même. Nous, on était trop dépendant de la grande entreprise et des pâtes et papiers sur lesquels on n'a aucun contrôle. Il va falloir se sortir rapide-

ment de la fausse sécurité créée par la grande entreprise et par les gouvernements. Il va falloir se diversifier et créer nos propres entreprises.»

Le maire de Trois-Rivières, Guy Leblanc, se prépare à répéter bien des fois son message qui se veut une incitation à l'action.

L'année commence mal pour Trois-Rivières qui avait été relativement épargnée par les aléas de l'économie canadienne. Mais le maire croit qu'en bout de ligne, même si le réveil est brutal, quelque chose de positif va émerger de la récession, quelque chose qui va forger l'avenir.

«L'annonce de la fermeture de PFCP a provoqué une prise de conscience aiguë dans la population, mais je pense qu'en bout de ligne cela sera salutaire. On vivait au-dessus de nos moyens. On a connu des années d'opulence mais là, la vague d'opulence vient se briser sur le mur de la réalité. Il y a des exercices à faire à tous les niveaux. Nos gouvernements sont trop endettés et se sont engorgés pendant cette période d'opulence. Maintenant, on assiste à une remise en question. Il va falloir changer notre manière de vivre, revenir aux vertus fondamentales de l'ordre, du travail et du dévouement à la qualité totale. On va devoir ap-



Le maire Guy Leblanc: «On assiste à une remise en question».

prendre à compter sur nos propres moyens. Le temps du gaspillage est fini.»

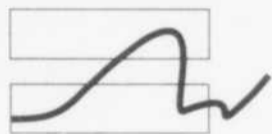
En dépit de l'impact majeur que va provoquer la fin de l'un des trois grands du papier à Trois-Rivières, le maire insiste pour dire que l'économie de la région trifluvienne ne va pas s'effondrer. Il y a encore de gros employeurs comme l'université et les hôpitaux, par exemple, qui ne sont pas menacés. Il croit aussi que le marché de l'aluminium s'en ira prochainement vers des jours meilleurs avec l'intérêt des constructeurs automobiles pour accroître la part d'aluminium dans les voitures. Bref, dit-il, en dépit des coups durs annoncés et appréhendés, l'économie va continuer, et il y a un paquet de gens qui pourront contribuer à maintenir la machine économique sur les rails.

Le maire prédit que la récession qui se prolonge va faire mal aux commerçants en 1992, mais il espère que ceux qui peuvent continuer à consommer ne mettront pas

démésurément le pied sur le frein, parce que cela va retarder la relance: «Il ne faut pas consommer de façon irréfléchie, mais il ne faut pas non plus retarder des achats inutilement. Que ceux qui sont capables de consommer continuent à le faire.»

La ville n'entrevoit pas modifier son plan de travail pour 1992. Les travaux routiers et autres prévus au plan triennal vont se réaliser, souligne le maire, parce qu'ils contribuent à faire rouler l'emploi. D'ailleurs, le maire n'a pas eu d'indications comme quoi les promoteurs immobiliers impliqués dans le développement de Trois-Rivières-Nord vont ralentir la cadence.

Le maire Leblanc veut surtout projeter de Trois-Rivières l'image d'une ville qui vient d'encaisser une épreuve, certes, mais qui manifeste la volonté de surmonter la crise et d'aller de l'avant: «Il faut continuer d'attirer des gens chez nous. Il faut créer un climat qui puisse inciter les entrepreneurs à faire des affaires ici.»



**NADEAU ROUSSEAU DESCHÊNES**  
COMPTABLES AGRÉÉES

**NOUVELLE SOCIÉTÉ**



**Francine Nadeau**  
comptable agréée



**Nathalie Rousseau**  
comptable agréée



**Danielle Deschênes**  
comptable agréée

1650, rue Champlain, bureau 200  
Trois-Rivières (Québec)  
G9A 4S9

téléphone : 819-370-4929  
télécopieur : 819-371-2616

- ≡ TENUE DE LIVRES
- ≡ RAPPORT D'IMPÔT  
(particuliers et entreprises)
- ≡ ÉTATS FINANCIERS
- ≡ CONSEILS FISCAUX

**FONDS**

de développement économique

**LA PRADE**

Trois-Rivières inc.

1401, rue Royale  
Trois-Rivières  
G9A 4J8  
376-6360

“La réponse à l'entreprise qui cherche un **partenaire sérieux**”

Vous avez un bon projet de création ou d'expansion d'entreprise.  
Vous cherchez à compléter le financement de votre projet.  
Vous êtes convaincu que le succès passe par une saine gestion.

“Nous pouvons répondre à vos besoins”



**JOHANNE HAMEL**  
directrice

**Pourquoi acheter votre REER à un comptoir?**

**FAITES DONC AFFAIRES  
AVEC UN PROFESSIONNEL  
QUI A VOTRE RETRAITE À COEUR.**

**ÉCONOMISEZ EN TOUTE  
CONFIANCE**

Un REER de la Mutuelle est un placement sûr et profitable pour votre argent. La Mutuelle est réputée pour la cote de crédit la plus élevée, (AAA).

**PLUSIEURS FAÇONS DE FAIRE  
FRUCTIFIER VOTRE ARGENT**

Choisissez un contrat parmi les régimes de retraite les plus rentables, les fonds de placement éprouvés\* et les CDG concurrentiels.

**NOUS VOUS PRÉTONS L'ARGENT**

Le nouveau service de prêt de la Mutuelle met les REER à la portée de tous. Et vous avez jusqu'à **24** mois pour rembourser.

**REMBOURSEMENT D'IMPÔTS  
PLUS RAPIDE**

Nous vous donnons instantanément des reçus d'impôts, vous permettant de faire votre déclaration sans attendre et d'obtenir votre remboursement plus vite.

**TRANSFÉREZ VOTRE REER**

Les avantages que nous offrons suffisent à justifier le transfert de votre REER à la Mutuelle. **NOUS GARANTISSONS LE TAUX POUR 60 JOURS LORS D'UN TRANSFERT.**

**INSAISSABILITÉ**

Avec une désignation de bénéficiaire appropriée, vos fonds sont dans la majeure partie des cas, protégés contre toute saisie par les créanciers.

\* Vendus seulement par prospectus par l'entremise de Mutuelle Investco inc.



**FRANCIS P. JACQUES**  
agent autorisé de  
Mutuelle Investco inc.  
Directeur

375-7737, 538-8283



**BERNARD HOUDE**  
Chef de bureau  
375-7737



**DENIS BILODEAU**  
539-4106, 375-7737



**PATRICK BONTEMPS**  
371-3773, 375-7737

Ces experts de la Mutuelle en REER vous sont accessibles tous les jours. Leurs visions, leurs réactions et leurs intérêts quant à vos besoins financiers feront de vous un client fidèle. Appelez-les dès maintenant afin de leur mentionner vos besoins et d'en connaître davantage sur les six atouts puissants d'un REER de la Mutuelle.



**ANDRÉ BOUCHARD**  
Agent autorisé de  
Mutuelle Investco inc.  
375-7737



**CLAUDE CHANDONNET**  
Agent autorisé de  
Mutuelle Investco inc.  
375-7737, 375-2634

**AUCUNS FRAIS D'ENTRÉE OU DE SORTIE**



**RENÉ DOYON**  
418-365-3062  
375-7737



**GASTON DROUIN, A.V.A.**  
Agent autorisé de  
Mutuelle Investco inc.  
536-2454, 536-2930



**MARIO DUFOUR**  
Agent autorisé de  
Mutuelle Investco inc.  
LA TUQUE  
523-3851



**MICHEL GÉRARD**  
375-7737  
378-0939



**GILLES JOUBERT**  
Agent autorisé de  
Mutuelle Investco inc.  
375-7737, 378-1892



**YVES JOUBERT**  
Agent autorisé de  
Mutuelle Investco inc.  
375-7737, 379-6423



**YVES ROUSSEAU**  
STE MONIQUE  
289-2350  
375-7737



**ANDRÉ NOËL**  
375-7737  
374-8924



**GÉRALD VINCELETTE**  
Agent autorisé de  
Mutuelle Investco inc.  
375-7737  
378-6547

**LE TEMPS PRESSE! OBTENEZ VOTRE REER AVANT LE 29 FÉVRIER**

1055, boul. des Forges  
bureau 440  
Trois-Rivières  
Tél.: 375-7737  
Télécopieur: 375-8553



Association  
Canadienne  
des Dons  
d'Organes



**Groupe La Mutuelle**

Le profil de l'avenir

Agent autorisé de la Mutuelle du Canada.

Mutuelle Investco inc., deux compagnies du Groupe La Mutuelle.

Louiseville prévoit agir malgré la récession

## Trois grands projets à réaliser

Michel Lamarre  
Louiseville

■ En dépit d'une conjoncture économique fort difficile prévue en 1992, l'administration municipale

de Louiseville voit tout de même une possibilité de réaliser trois grands projets prioritaires.

Pour le maire René Ricard, le progrès socio-économique passera par la relance domiciliaire, le projet d'assainissement des eaux usées

sur l'ensemble du territoire municipal et la relance de la future Régie de l'aqueduc.

Concernant la relance domiciliaire, le maire souhaite que la ville soit en mesure, après avoir obtenu les assentiments nécessaires du ministère de l'Environnement du Québec, d'entreprendre des travaux d'infrastructures pour permettre à M. André Petit, arpenteur-géomètre et homme d'affaires, de réaliser son projet de développement domiciliaire de haut de gamme dans le secteur sud de la ville, à proximité des terrasses Charles-du-Jay.

Selon lui, le promoteur de ces deux terres, blanches au sens de la Loi sur la protection du territoire agricole, pourrait développer, au cours des prochaines années, près de 300 emplacements pour la construction de maisons.

À l'ouest de Louiseville, deux autres promoteurs, MM. Clément et Dulac, sont en voie de réaliser des habitations résidentielles de belle valeur, le long du chemin Petit-Bois et Grande carrière.

En 1992, c'est certes le programme de l'assainissement des eaux usées du territoire municipal de Louiseville qui occupera une grande partie du travail des élus municipaux.

Ce projet, au coût de plusieurs millions de dollars, sera réalisé grandement avec l'assistance financière du ministère de l'Environnement du Québec, par le biais de sa Société québécoise des eaux usées.

Le maire Ricard est d'avis que ce projet assurerait une meilleure qualité de vie aux Louisevillois, et permettra à l'administration municipale de planifier à longue échéance le développement des différents secteurs de la ville.

### Régie de l'aqueduc

L'autre grand projet, c'est celui de la relance de la future Régie de l'aqueduc, composée présentement des municipalités d'Yamachiche et de Saint-Léon-le-Grand, ainsi que



M. René Ricard

la ville de Louiseville.

Le maire estime que ce projet doit être considéré comme primordial par le gouvernement du Québec afin d'assurer une alimentation en eau potable aux usagers des réseaux d'aqueduc, en quantité suffisante et en qualité.

La future Régie de l'aqueduc veut également intéresser d'autres municipalités de la MRC de Maskinongé à son projet, d'autant plus qu'elles aussi font face à un problème d'approvisionnement en eau potable.

À cette fin, la Régie de l'aqueduc de Saint-Antoine, présidée par le maire de Louiseville, soumettra à nouveau son projet, évalué à près de 11 millions \$, lors de la rencontre biennale qui aura lieu le 21 février, dans le cadre du Sommet économique de la région Mauricie-Bois-Francis-Drummond. On veut exhorter les principaux intervenants du Sommet économique à appuyer la demande d'aide financière de la Régie de l'aqueduc, pour

entreprendre le plus rapidement possible ce projet.

### De la prudence

Le maire de Louiseville estime que le conseil municipal doit se montrer prudent afin de ne pas grever davantage le lourd fardeau fiscal des contribuables, tout en continuant à réaliser des travaux municipaux au cours des prochains mois.

Il a parlé particulièrement de confection de trottoirs sur l'ensemble de la ville, et aussi de la réalisation du projet visant à améliorer l'éclairage des rues dans les différents secteurs de la ville.

Finalement, il a signalé que les élus municipaux, en collaboration avec la Corporation de développement économique de la région de Louiseville, travailleront à affermir le climat industriel et aussi à intéresser l'établissement de nouvelles PME, afin de lutter contre le chômage et ainsi ramener chez les Louisevillois, une lueur d'espoir. ●



groupe habitat

UNE FORCE  
IMMOBILIÈRE  
À VOTRE  
SERVICE



Jean-Louis Groulx  
Directeur de location

Vous rêvez d'ouvrir une CLINIQUE dans le centre-ville de Trois-Rivières?

Nous vous offrons un local complètement aménagé au 2e étage de la Place du Centre. Une occasion exceptionnelle. Vous pouvez être au service de votre clientèle, dans un tout nouveau local, à quelques jours d'avis.

Vous êtes un professionnel qui débutez. Vous désirez un local modeste pour démarrer?

Nous vous offrons un petit local économique à la Place Bonaventure. En plein cœur du centre-ville. Nous disposons de quelques locaux plus grands. Nous pouvons même vous offrir un petit local avec frais de secrétariat partagés.

Vous désirez un grand local économique avec beaucoup de stationnement gratuit et faire votre aménagement vous-même?

Nous vous offrons le Carrefour Philips où déjà une trentaine de locataires heureux vous attendent. Le stationnement est gratuit.

Vous désirez un bureau prestigieux dans un édifice neuf?

Nous vous offrons le Royal-Philips. L'édifice à bureaux le plus prestigieux du boul. Royal. Des locataires de grande renommée y sont déjà installés. De plus le stationnement est gratuit.

Vous désirez ouvrir un centre de distribution à Trois-Rivières, près des artères principales?

Nous vous offrons au Carrefour Industriel de Trois-Rivières un emplacement de choix avec un bureau pour votre secrétaire. Le tout pour un prix très économique. Informez-vous.

Vous êtes prospère et désirez ouvrir une succursale à Shawinigan?

Nous vous offrons en plein cœur du centre-ville de Shawinigan, à la Place du Palais, un bureau complètement aménagé.

Si vous recherchez de l'espace pour un bureau, un entrepôt, un commerce ou une usine... adressez-vous à un SPÉCIALISTE. C'est plus efficace... plus rapide et plus économique.

Pour informations:  
**JEAN-LOUIS GROULX**  
**373-8010**

Associé à  
GROUPE IMMOBILIER SDG

courtier 114 T 73534



PLACE ROYALE



PLACE DU CENTRE



CAR. INDUSTRIEL T.-R.



ROYAL-PHILIPS



PLACE BONAVENTURE



CARREFOUR PHILIPS



PLACE DU PALAIS

# LA TUQUE

répond à vos attentes...



**VILLE  
DYNAMIQUE**

**VILLE  
RÉCRÉO-TOURISTIQUE**  
*pour les mordus du plein air!*



## ACTIVITÉS DIVERSES

- Randonnée en raquettes
- Glissade
- Sentier sauvage
- Pêche blanche
- Carnaval de La Croche (en cours)
- Site de chasse et pêche

**Sans oublier**  
notre camping municipal  
de grande renommée. Il est d'ailleurs temps pour  
vous de réserver votre terrain pour la saison prochaine.



### SENTIERS DE MOTONEIGES

Les adeptes de ce sport sont choyés. Les sentiers sont battus, entretenus et exploités par les clubs de la région. Nos divers parcours tracés à travers les bois permettent aux motoneigistes de se diriger vers le lac Saint-Jean ou vers Parent. Prenez le large vers 465 km de parcours ou moins. Une halte s'impose au garage Irving ouvert 24 heures sur 24 où vous recevrez tous les renseignements nécessaires afin d'agrémenter votre promenade. De plus, vous y retrouverez un service d'hôtellerie et de restauration des plus courtois pour les adeptes du plein air.



### SKI DE FOND

- La Tuque Rouge, piste de ski de fond reconnue provincialement, avec un parcours de plus de 40 kilomètres. Au départ, on y retrouve un chalet pouvant accueillir plus de 80 personnes, une salle de fartage ainsi qu'un grand stationnement. Situé à 2,5 km du stationnement, vous pouvez vous réchauffer au chalet Rivard, puis au chalet chez Ti-Bert dont le parcours est de 4,5 km.
- Pour les adeptes de ce sport en soirée, une piste éclairée sur 2,5 km est accessible jusqu'à 20h tous les soirs.
- La Tuque Rouge sera l'hôtesse de la Coupe du Québec les 8 et 9 février prochains. C'est à suivre!

### SKI ALPIN

Pour les adeptes de ce sport pratiqué en famille ou individuellement, le centre municipal de ski est muni de 12 pentes dont 7 éclairées et identifiées, de faciles à difficiles. À cette montagne à vocation sportive, on retrouve un chalet nouvellement construit d'où l'on peut, tout en se réchauffant, observer la ville qui se trouve à nos pieds. C'est plus que splendide. La Tuque, une station de ski à multiples services. Plusieurs forfaits sont disponibles pour satisfaire tous les skieurs.

Notez qu'il y aura une compétition régionale invitation Ville La Tuque qui se déroulera le 15 février, sans oublier la finale provinciale bantam-midget les 14 et 15 mars prochains.

### PLANCHE À NEIGE

Le surf des neiges est plus que présent. C'est la folie de l'année. Pour les amateurs de ce sport, 2 pentes sont disponibles ainsi qu'une demi-lune pour satisfaire tous les adeptes.



### COLISÉE

Avec son nouvel aménagement, le colisée municipal en est à sa trentième année d'existence. Ce lieu est fréquenté par des usagers tels: ligue intermédiaire 18-23 ans, club de patinage, hockey mineur et locataires amateurs. Vous avez le goût d'une rencontre amicale, n'hésitez pas à communiquer avec nous au service des loisirs. De plus, 4 patinoires à ciel ouvert sont disponibles dans les divers quartiers de la ville pour les amateurs de hockey ball, patinage libre, hockey et ballon balai.

Pour de plus amples informations  
**SERVICE DES LOISIRS: 530, Kitchener, 523-2204**

Dans le parc industriel de Bécancour

# L'implantation de Tioxide aura des retombées positives

Roger Levasseur  
Bécancour

■ L'année 1991 aura été tragique dans plusieurs secteurs économiques, mais le parc industriel et portuaire de Bécancour a su maintenir son positionnement parce qu'il possède des industries très modernes et très bien gérées.

C'est l'explication fournie par le président et directeur général de la Société du parc industriel et portuaire du Québec, M. Pierre Clouâtre, en ajoutant que le parc était de-

venu le moteur de l'économie régionale.

Ce dernier a souligné que les difficultés économiques de certaines entreprises ont été compensées par l'expansion de certaines autres. Ainsi, la mise en service de la troisième série de cuves chez A.B.I. et l'embauche d'une centaine de travailleurs supplémentaires ont compensé pour la mise à pied temporaire d'employés de SKW pendant une bonne partie de l'année 1991. «**Toutefois, SKW Canada a rappelé ses travailleurs plus tôt que prévu et il semble y avoir une reprise dans le**

secteur du silicium», a-t-il dit.

M. Clouâtre a fait remarquer que chez Oxychem, il y avait eu agrandissement par l'intérieur, amélioration freinée par une baisse du marché chez le voisin ICI. Câbles Reynolds devait ouvrir en octobre 1991, mais on a annoncé un retard de quelques mois. Effectivement, le début des activités doit avoir lieu en mars. Chez Didier, la situation est précaire et change à chaque période de trois mois, dépendamment de l'épaisseur du carnet de commande.

Selon M. Clouâtre, la seule véri-



M. Pierre Clouâtre

table ombre au tableau fut, à la fin de 1991, l'annonce des mises à pied et la réduction de la production pour 1992 chez Norsk Hydro Canada.

## Tioxide

Pour 1992, la progression toujours montante du parc industriel de Bécancour devrait se poursuivre.

La décision de Tioxide Canada de s'établir dans le parc industriel devrait être prise au printemps. «**Tioxide a une option d'achat d'un terrain dans notre parc. La compagnie a déjà annoncé que si elle ouvre une usine en Amérique du Nord, ce sera à Bécancour. En mars, les dirigeants de Tioxide International se présenteront devant le conseil d'administration de ICI International, en Angleterre, et c'est à ce moment qu'on saura si le feu vert est donné. Tioxide appartient maintenant à 100% à ICI**», de révéler M. Clouâtre.

Il s'agit, rappelons-le, d'un investissement d'environ 120 millions \$ pour l'embauche d'une centaine de travailleurs. «**La technologie de la nouvelle usine est différente de celle de Tracy et pratiquement non polluante. Cette entreprise s'inscrit ainsi dans notre recherche de qualité environnementale et c'est maintenant devenu une priorité absolue pour nous de rechercher uniquement ce genre d'industries**», a précisé le pdg de la SPIPB.

L'arrivée de Tioxide aurait en plus des effets multiples. Ainsi, comme la technologie utilisée est au chlore, cela aurait pour effet bénéfique de consolider les effectifs du voisin, ICI. Tioxide drainerait également des entreprises de services qui s'implanteraient à Bécancour

et une d'entre elles a déjà fait part de son intention arrêtée de le faire.

M. Pierre Clouâtre parle aussi d'un autre projet d'industrie qui nécessiterait des investissements de près de 200 millions \$ et l'embauche d'environ 150 travailleurs. Cependant, ce dossier aurait dû être plus avancé qu'il ne l'est actuellement. Il demanderait une participation d'Hydro-Québec et la société d'État serait actuellement hésitante.

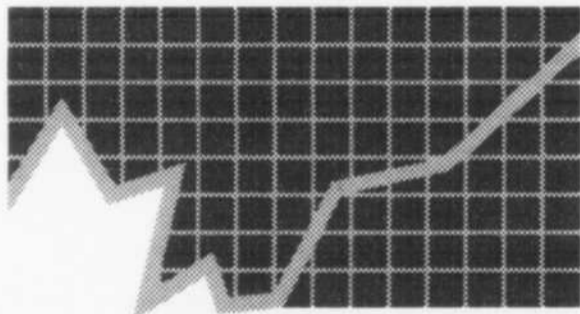
## Port

Concernant les activités au port de Bécancour, on a constaté qu'en 1991 elles ont enregistré une progression comme ce fut le cas ces dix dernières années. M. Clouâtre a par ailleurs fait remarquer que compte tenu du service de la dette sur les immobilisations et des dépenses d'opération excluant l'amortissement, l'autofinancement de l'exploitation portuaire dépasse maintenant 50%.

«**Ce pourcentage devrait continuer d'augmenter dans les années à venir, puisque le taux d'utilisation des quais ne se situe qu'à 26,2% et que le parc industriel et portuaire de Bécancour a encore 3000 hectares disponibles pour des implantations d'industries manufacturières**», a-t-il précisé.

Enfin, M. Clouâtre a indiqué que le conseil d'administration de la Société du parc serait appelé à approuver une étude commandée à SECOR pour doter la Société d'un plan stratégique de développement. «**Ce plan est conçu pour une période de cinq ans et c'est en 1992 que nous allons véritablement passer à l'action**», a-t-il conclu.

## L'OUTIL DE VOTRE ESSOR



**E**n matière de développement régional, il faut des outils adaptés aux particularités de chaque région.

Le Bureau fédéral de développement régional au Québec administre une gamme de programmes d'aide financière répondant aux besoins des entreprises et des organismes régionaux. Ces programmes peuvent appuyer entre autres des projets :

- d'établissement, d'expansion ou de modernisation d'entreprises;
- de développement, d'acquisition ou d'intégration de nouvelles technologies;

- de recherche et de développement;
- de développement touristique et industriel.

Le Bureau fédéral de développement régional au Québec donne également accès aux services d'aide technologique et sectorielle du gouvernement canadien, dans chacune des régions du Québec.

Le Bureau fédéral de développement régional au Québec, l'outil qui peut assurer l'essor de votre entreprise.



Bureau fédéral de  
développement régional  
(Québec)

TROIS-RIVIÈRES  
Immeuble Bourg du Fleuve  
25, rue des Forges, 4<sup>e</sup> étage, pièce 413  
Trois-Rivières (Québec) G9A 2G4  
(819) 371-5182 1 800 567-8637



Bureau fédéral de  
développement régional  
(Québec)

Federal Office of  
Regional Development  
(Québec)

Canada

# Promoteurs de la région NICOLET-BÉCANCOUR

## Votre entrepreneurship nous intéresse!

- Que ce soit pour lancer une nouvelle entreprise
- Que ce soit pour un projet d'expansion
- Que ce soit pour financer un accroissement d'activité
- Que ce soit pour un besoin de fonds de roulement

NOS SERVICES SONT À VOTRE DISPOSITION

#### AIDE FINANCIÈRE:

- Participation au capital-actions
- Prêt à termes maximum de 75 000\$

**VENEZ NOUS PARLER  
DE VOS PROJETS**

#### AIDE TECHNIQUE:

- Assistance pour élaborer et évaluer vos projets
- Assistance pour l'obtention de financement et de subvention
- Service-conseil à la gestion
- Programme de formation



**CENTRE D'AIDE AUX ENTREPRISES  
NICOLET-BÉCANCOUR INC.**

4825, avenue Bouvet, bureau 119 - Case postale 478  
Secteur St-Grégoire - Ville de Bécancour Qc - G0X 2T0 - Tél.: 233-3315

Une équipe de  
professionnels peut  
vous aider à réaliser  
**VOS PROJETS!**

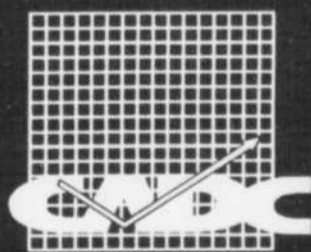
## Vous avez un projet...

Un support technique pour tout  
projet de développement  
Des sites et locaux disponibles  
pour P.M.E.  
Le développement des relations  
industrielles.  
Une banque d'informations  
socioéconomique de la région.



**Le conseil de  
promotion  
économique  
de la rive sud**

4160, boul. Bécancour  
Ville de Bécancour (Québec) G0X 1G0  
(819) 298-3154 tél. - (819) 298-2152 fax.



COMITÉ D'AIDE AU  
DEVELOPPEMENT  
DES COLLECTIVITES  
NICOLET-BÉCANCOUR

*Partenaire au  
développement  
économique...*

...de la collectivité de Nicolet et Bécancour par:

- Le Centre d'Aide aux Entreprises (C.A.E.)
- L'Encouragement à l'Activité Indépendante (E.A.I.)
- Le Fond pour les Initiatives Communautaires (F.I.C.)
- La formation à la gestion
- Aide au développement et à la prospection de l'emploi

4825, av. Bouvet, bureau 119  
C.P. 478, St-Grégoire  
Ville de Bécancour  
(Québec) G0X 2T0  
Tél.: (819) 233-3315  
Fax: (819) 233-3338

J.-Germain Pepin,  
président

Michele Doucet,  
directrice générale

# Trois-Rivières-Ouest désire profiter de la récession pour assainir ses finances

Louise Plante  
Trois-Rivières-Ouest

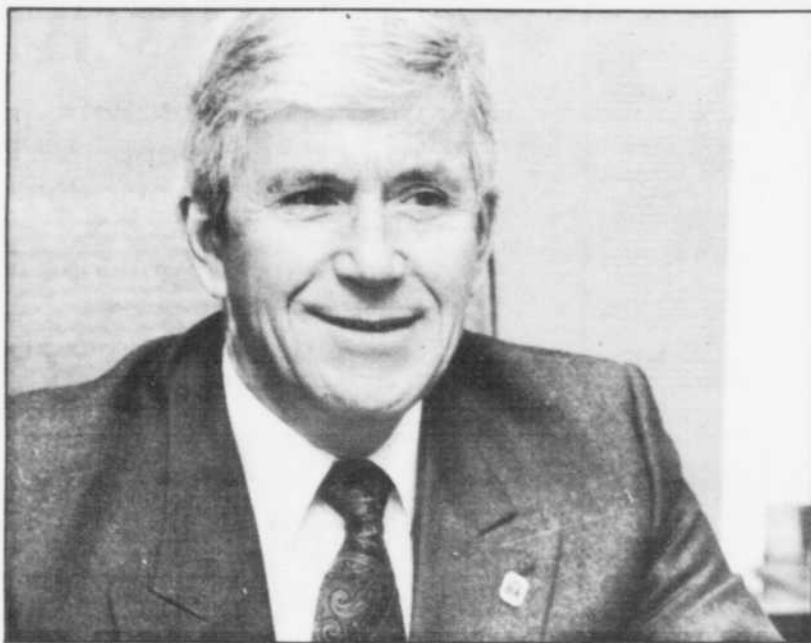
■ Bien qu'elle jouisse d'un taux d'endettement enviable, (5,4%), la ville de Trois-Rivières-Ouest veut profiter de l'actuelle récession pour assainir ses finances. C'est le bon vieux principe, «reculer pour mieux sauter».

«Il est clair qu'en 1992 nous ne connaissons pas une explosion domiciliaire», concède le maire Jean-Charles Charest. Mais il ne s'en plaint pas. «C'est un mal pour un bien, une accalmie qui va nous permettre de reprendre notre souffle.»

On ne peut aller jusqu'à prétendre que la ville souhaitait «freiner» le développement domiciliaire, son secteur économique le plus actif, mais il n'est pas faux non plus d'affirmer qu'un ralentissement est le bienvenu. Alors que Trois-Rivières ne sait plus quoi inventer pour attirer de nouveaux résidents, Trois-Rivières-Ouest choisit, elle, d'imposer de nouvelles règles de jeux à ses constructeurs. À partir de cette année ils devront défrayer immédiatement 25% des coûts des infrastructures nécessaires à l'ouverture de nouvelles rues. La proportion grimpera graduellement à 100% d'ici à 4 ans. On est loin des incitatifs de la ville voisine.

«Nous ne voulons pas pénaliser les résidents actuellement en place sous prétexte d'en accueillir des nouveaux», explique le maire. Le développement domiciliaire ce n'est pas seulement des lumières et des rues, c'est aussi un service de police, d'aqueduc, de loisirs, etc...Ça coûte très cher.»

Très méfiant envers ce que l'ave-



Le maire de la ville de Trois-Rivières-Ouest, Jean-Charles Charest.

nir réserve au monde municipal. Trois-Rivières-Ouest est bien décidée à jouer la carte de la prudence. Les seuls travaux prévus pour 1992 sont la construction de deux nouveaux puits, nos 9 et 10, totalisant environ 300 000 \$, et l'aménagement d'une importante conduite d'eau le long du boulevard Saint-Jean, au coût de 700 000 \$. Cette dernière devrait mettre fin une fois pour toutes au problème de pression d'eau dans la partie ouest de la ville. Quelques secteurs domiciliaires feront l'objet de travaux, mais ils seront modestes, on se contentera de raccorder quelques rues, sans plus.

Du côté du parc industriel, ce fut le calme plat en 1991 et on ne s'attend pas à de grandes surprises en

1992 non plus.

## Le Club Price

Le principal dossier actuellement sur la table, et qui devrait connaître une conclusion d'ici au printemps, est l'arrivée d'un Club Price sur un terrain situé près du centre commerciale Carrefour de Trois-Rivières-Ouest. Un beau dossier certes, mais qui n'est pas non plus sans susciter un peu d'appréhension.

Si ce club-entrepôt génère en moyenne quelque 150 emplois permanents et 100 emplois surnuméraires, il crée aussi ce qu'il est convenu d'appeler «l'effet Price», chez les commerçants concurrents. Qu'il s'agisse d'épiciers, de grossistes en alimentation, et même de

pisciniers, le Club Price fait des ravages. La moyenne d'achat chez Price est de 130 \$ par client au lieu de 18 \$ chez les détaillants. Chaque club Price fait plus de 100 millions \$ de ventes annuellement.

L'arrivée d'un tel club près d'un supermarché peut faire chuter les ventes de 25 000 \$ à 40 000 \$ hebdomadairement! On comprend que

la ville ait reçu quelques appels de commerçants inquiets, voulant vérifier la rumeur de l'arrivée de ce redoutable concurrent.

Il faut toutefois noter qu'un Club Price à Trois-Rivières-Ouest n'aurait pas l'importance de ceux de Montréal ou Québec. On parle plutôt de club-entrepôt plus petit, capable d'un roulement rapide.●

## «Collaboration ne veut pas dire fusion»

—Jean-Charles Charest

Trois-Rivières-Ouest (LP)

■ Commentant la sortie du conseiller municipal de Trois-Rivières, Gilles Latour, à l'effet que la crise économique actuelle serait le prétexte tout choisi pour discuter de rationalisation des dépenses publiques, et donc de la fusion des trois villes soeurs, le maire Jean-Charles Charest avoue avoir pris la chose avec un grain de sel.

«Je crois que le conseiller Latour, qui a lui-même perdu son emploi, a parlé sous le coup de l'impulsion. Il a lancé une idée personnelle qui n'est pas celle du conseil de ville. J'en ai parlé avec le maire Leblanc. Collaboration ne veut pas dire fusion.»

Par ailleurs, le maire Charest y est allé d'une véritable profession de foi envers la Corporation économique de développement industriel et commercial (CÉDIC), à laquelle sa ville a adhéré pour la pre-

mière fois cette année. «Le moment était bon pour embarquer dans la CÉDIC, a-t-il dit. C'était vraiment le moment opportun pour le faire, et on en est fier. Si ça peut aider les gens d'affaires à passer à travers la crise.»

Le maire de Trois-Rivières-Ouest était également heureux de participer aux comités d'action mis sur pied pour aider les travailleurs qui viennent de perdre leur emploi dans l'industrie du papier. «Ce que j'aime, c'est que ce sont des comités permanents.»

Quant à ce que la ville de Trois-Rivières-Ouest pourrait faire elle-même, concrètement pour aider les nouveaux chômeurs de Trois-Rivières-Ouest, le maire a répondu que le conseil n'avait pas terminé sa réflexion sur ce sujet. M. Charest est d'avis que c'est surtout en 1993 que les effets néfastes du chômage font se faire sentir.●

FERRANTI

FP

PACKARD

NOUS SOMMES LÀ DEPUIS 1957...  
AVEC LE GROUPE ROLLS-ROYCE DEPUIS 1989...  
35 ANS D'ASSOCIATION AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL...

**NOUS EN SOMMES FIERSS!!!**

AUJOURD'HUI, NOUS SOMMES 120 À PRÉPARER L'AVENIR AVEC OPTIMISME.  
NOS PRINCIPAUX OUTILS D'INTERVENTIONS: TRAVAIL D'ÉQUIPE, COMMUNICATION, FORMATION,  
MOBILITÉ ET POLYVALENCE, AMÉLIORATION CONTINUE.

NOTRE OBJECTIF: LA QUALITÉ TOTALE **ENSEMBLE, NOUS SOMMES FORTS!**

PSSSSSST... NOUS FABRIQUONS DES TRANSFORMATEURS DE DISTRIBUTION.  
**LES MEILLEURS AUSSI...**

TRANSFORMATEURS  
FERRANTI-PACKARD LTÉE

FILIALE DE ROLLS-ROYCE

3400, RUE BELLEFEUILLE, C.P. 1115, TROIS-RIVIERES (QUE.) G9A 5K4

14

14 ANS  
D'EXCELLENCE

QUALITÉ RAPIDITÉ EXCLUSIVITÉ

# FERMCO

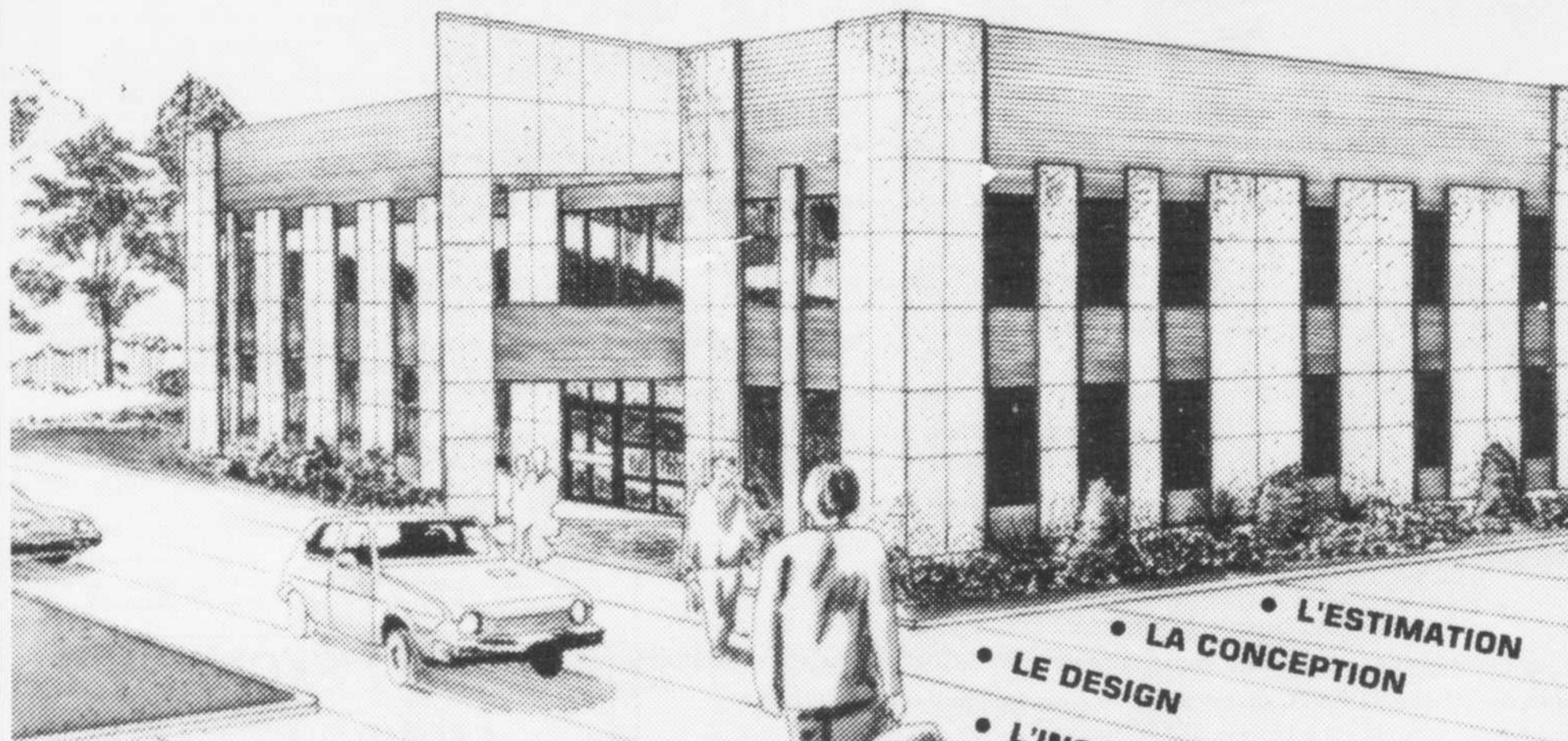
## BÂTIMENTS D'ACIER

Alliez-vous à une équipe d'experts en mesure de répondre à vos besoins pour...

VOUS AVEZ DES PROJETS DE CONSTRUCTION!

VOUS VOULEZ UN BÂTIMENT DURABLE!

VOUS DÉSIREZ UN PARTENAIRE FIABLE!



LA CLEF EN MAIN...  
...DE VOTRE BÂTIMENT

- L'ESTIMATION
- LA CONCEPTION
- LE DESIGN
- L'INGÉNIERIE
- LA FABRICATION
- LA CONSTRUCTION

**LES INDUSTRIES FERMCO LTÉE**  
Parc Industriel, St-Adelphe G0X 2G0  
ST-ADELPHE (418) 322-5747

251, rue du Moulin  
St-Adelphe, G0X 2G0

Distributeur de  
**HONCO BÂTIMENT D'ACIER**

siège social 1191, Chemin Industriel, Bernières, Qué.

**TROIS-RIVIÈRES** (819) 372-0446  
(en face de St-Hubert)  
5252, boul. des Forges, Trois-Rivières, G8Y 1X4

**HONCO**  
GARANTIE

12/27

# Une année pivot pour le devenir collectif



Trois intervenants fortement impliqués dans le développement économique haut-mauricien, soit M. Denis Gamache, directeur général du CAE, Mme Julie Pelletier, directrice administrative du CADC et M. Jean Spain, président du comité de concertation de tous les organismes de développement économique.



## LA RELANCE: UN DÉFI COLLECTIF!

Ce serait faire preuve d'un optimisme déplacé que d'affirmer que les perspectives économiques sont actuellement réjouissantes. Les derniers événements affectant notre secteur des pâtes et papiers nous le rappellent de façon brutale.

Cette mauvaise conjoncture ne doit toutefois pas nous paralyser. La relance, nous devons dès maintenant nous la mettre en tête et la transposer dans chacune de nos actions, qu'elles soient individuelles ou collectives.

La collaboration réelle entre tous et chacun est devenue vitale; nous ne pouvons plus nous permettre de gaspiller des énergies alors qu'une portion grandissante de nos concitoyens et concitoyennes est marginalisée et soustraite au marché du travail.

Cette relance, c'est clairement un impératif, tout comme c'est une responsabilité et un défi collectifs.

**CRCA ~ 04**

Madeleine G. Dusseault  
Présidente

## Marc Rochette La Tuque

■ Le président du comité de concertation de tous les organismes de développement économique du haut Saint-Maurice, M. Jean Spain, croit que la conjoncture actuelle amènera les intervenants du milieu à se serrer davantage les coudes au cours de l'année 1992.

«Les effets du bon climat politique vont aussi se faire sentir», confie-t-il.

Conscient que l'économie haut-mauricienne est intimement reliée à l'usine latuquoise des Produits forestiers Canadien Pacifique, M. Spain se réjouit de l'attitude des quelque 1140 employés qui n'ont pas hésité à mettre l'épaule à la roue au cours des derniers mois.

«Le travail du personnel a peut-être permis de sauver les meubles», a-t-il commenté.

En ce qui concerne les perspectives d'emploi peu reluisantes pour la jeunesse du haut Saint-Maurice, il souhaite que les jeunes puissent développer davantage un esprit d'entreprise avec tout le support technique mis à leur disposition.

Voyant en cette mesure un moyen efficace de contrer leur exode, celui-ci tient à amenuiser l'importance de ce phénomène chez les aînés.

«Les personnes âgées s'impliquent de plus en plus dans notre milieu et parmi celles qui quittent notre région, certaines décident d'y revenir», soutient-il.

Pour sa part, la directrice administrative du Comité d'aide au développement des collectivités

(CADC) du haut Saint-Maurice, Mme Julie Pelletier, n'a pas manqué de souligner la concertation qui existe désormais entre les organismes et les élus municipaux.

À l'instar de M. Spain, celle-ci se dit convaincue qu'une telle union harmonieuse des forces haute-mauriciennes ne pourra que faire avancer avantageusement le projet de fusion des municipalités de La Tuque et Haute-Mauricie en 1992.

«Ce regroupement municipal ne devrait plus être qu'une simple formalité», prétend-elle.

Avec l'application du programme de développement des collectivités entamée en 1988, la révision de la stratégie de développement économique élaborée à la fin des années 80 est devenue indispensable.

Par le biais de ce même programme, des outils sont déjà en place pour favoriser l'essor économique de la région haute-mauricienne.

Outre la concertation, le directeur général du Centre d'aide aux entreprises (CAE) du haut Saint-Maurice, M. Denis Gamache, parle de consolidation d'entreprises en vue des douze prochains mois.

«Nous vivons une année pivot pour notre devenir collectif et cette période de transition fait inévitablement mal», avoue-t-il.

Préconisant une utilisation diversifiée de la forêt et une formation appropriée de la main-d'oeuvre, M. Gamache demeure optimiste au sujet de l'avenir de la région du haut Saint-Maurice.

«Il faut tirer le positif du négatif et, à moyen terme, il est possible de s'en tirer», conclut-il. ●

**POUR L'EXCELLENCE  
EN HYDRAULIQUE**

 **Hydrexcel**  
ATELIERS HYDRAULIQUES

**RÉPARATION - DISTRIBUTION - FABRICATION  
CONCEPTION DE COMPOSANTS HYDRAULIQUES**

**9000, boul. Industriel, Trois-Rivières**

**Tél.: (819) 373-9466**



**CDHM**

523-6151



**CHAMBRE  
DE COMMERCE**

523-9933



**CADC**

523-4227



**MRC**

523-6111



**CAE**

523-8398

**FONDS DE  
DEVELOPPEMENT  
ECONOMIQUE  
LAPRADE  
CHAMPLAIN INC.**

523-2375

**Canada**

**CEC**

523-2781



Les entreprises sont invitées  
à s'inscrire au  
Gala Mérite de la PME

Nos entreprises  
dynamiques!

Le milieu honore  
ses entreprises!

Participez au développement  
économique et communautaire  
du Haut St-Maurice

***Une équipe de professionnels  
peut vous aider à y parvenir!***

“ Espérer une plus grande prospérité dans un monde de paix, voilà un idéal auquel nous croyons. Entrevoir demain avec optimisme, voilà la seule vraie perspective d'avenir et de mouvement vers le progrès!”



*Les Elevateurs des  
Trois-Rivières*

## CHOISIR LE SUCCÈS...

**DEMANDEZ CONSEIL À**

***Personnel Illimité/Secrétariat Plus inc.***

Toute entreprise doit prendre les moyens de protéger ses investissements. Dirigeants d'entreprises, à quoi bon travailler autant si la gestion de votre temps et la gestion de vos salaires sont lourds de conséquence.

***Saviez-vous que...***

Personnel Illimité/Secrétariat Plus, de par leur expertise, sont en mesure de vous assurer de la main-d'oeuvre qualifiée et ce, dans tous les domaines.

- Location de personnel
- Gestion de vos salaires
- Présélection de main-d'oeuvre
- Sélection de main-d'oeuvre
- Traitement de texte
- Photocopie et télécopie
- Relève téléphonique
- Traduction
- Consultation en recherche d'emploi
- Rédaction de curriculum vitae

Personnel Illimité/Secrétariat Plus, ressources essentielles au développement harmonieux de toute entreprise.

3555, rue de Courval  
Trois-Rivières, G8Z 1S8  
Tél.: (819) 373-8208  
Télécopie: (819) 373-8165

965-D, boul. Saint-Joseph  
Drummondville, J2C 2C4  
Tél.: (819) 474-6898  
Télécopie: (819) 474-5011



Paul Beauchamp, président de la Sidac.

Malgré l'insécurité qui plane

## Le centre-ville devrait relativement bien se tirer d'affaires

Ginette Gagnon  
Trois-Rivières

■ C'est évident que l'économie fonctionne au ralenti, c'est vrai aussi qu'il y a beaucoup d'insécurité dans l'air, mais malgré tout le centre-ville de Trois-Rivières devrait bien s'en tirer en 1992 à cause du tourisme, du marché des congrès et du développement de l'habitation tout autour qui commence à faire sentir ses effets.

Le président de la Sidac, Paul Beauchamp, croit que le centre-ville se porte mieux depuis qu'il a compris qu'il était différent et non pas en compétition avec le Centre commercial Les Rivières.

Néanmoins, M. Beauchamp met la ville de Trois-Rivières en garde contre la tentation de favoriser le développement commercial dans le futur Domaine de Touraine sans qu'aucune étude ne soit venue confirmer le besoin de nouveaux commerces pour les consommateurs de la région:

«On n'est pas contre le progrès mais moi, si j'étais à leur place, j'évaluerais sérieusement la situation. C'est certain que de nouveaux commerces vont prendre une part du marché. On ne peut pas empêcher un promoteur de se lancer en affaires, mais ce qu'on demande à la ville c'est de ne pas lui offrir de privilèges au détriment des commerces existants.»

Ce qui fait la force du centre-ville trifluvien, souligne le président de la Sidac, c'est que les commerces sont dirigés sur place par les

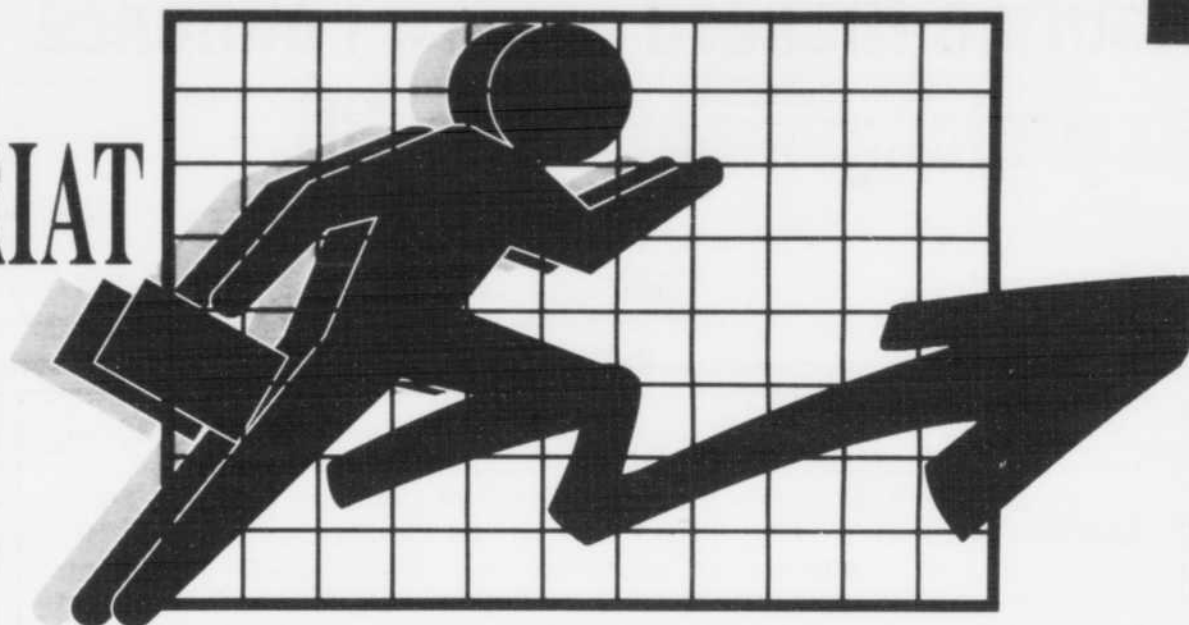
propriétaires, des hommes et des femmes qui vont se battre jusqu'à la dernière énergie pour survivre, et qui ne fermeront pas boutique au nom de la rationalisation des affaires, comme une grande chaîne par exemple.

Les commerces du centre-ville jouissent aussi d'une clientèle fidèle qui se déplace expressément pour encourager une place d'affaires et qui n'est pas une clientèle de promeneurs comme aux Rivières. Cela, conjugué au fait qu'il y a une relance sentie de l'habitation dans le secteur, avec l'édifice de La Sittelle notamment, que le marché des congrès devrait être encore plus actif en 1992 après une année de rodage et que le tourisme est en nette hausse au centre-ville, donne véritablement confiance à M. Beauchamp.

D'ailleurs, le centre-ville vient d'obtenir son statut de zone touristique, et les commerces qui le souhaitent pourront dorénavant élargir leurs heures d'ouverture chaque été, comme dans le Vieux-Québec et le Vieux-Montréal.

C'est vrai que l'année 1991 s'est terminée sur une fausse note, avec le feu du 13 novembre, mais M. Beauchamp est convaincu que la plupart des victimes vont se reloger au centre-ville. L'attrait du nouveau stationnement étagé est un atout certain, et la Sidac va d'ailleurs relancer cette année le système des coupons de stationnement qui fait que le consommateur encourageant un marchand du centre-ville aura droit à un rabais pour ranger sa voiture au garage de la rue Badeaux. ●

# CENTRE D'ENTREPRENEURIAT DU COEUR DU QUÉBEC INC.



## POUR UNE RÉGION ENTREPRENEURIALE

La situation économique actuelle n'a jamais été aussi propice à l'émergence du potentiel entrepreneurial de notre région. Il faut d'ores et déjà se prendre en main, soutenir les efforts de ceux et celles qui veulent se créer un emploi ou créer une entreprise qui elle-même sera créatrice d'emplois.

L'élément déclencheur de l'entrepreneuriat chez un individu peut être aussi bien le désir d'être son propre patron, comme la volonté de s'en sortir, suite à une mise à pied, en réalisant son rêve d'être entrepreneur(e).

C'est pour ces raisons que la mission du Centre d'entrepreneuriat du coeur du Québec consiste à favoriser et soutenir le développement d'une culture entrepreneuriale dans la région Mauricie, Bois-Francs et Drummond.

En pratique, cela signifie qu'il nous faut produire plus d'entrepreneur(e)s et mieux soutenir celles et ceux qui le sont déjà. Pour réaliser cette mission, deux grands axes d'activités ont été conçus: la formation et le soutien à l'entrepreneuriat. À ces deux grands axes se sont ajoutés des comités de travail au niveau collégial et aux niveaux primaire et secondaire.

## LA FORMATION

Trois éléments particuliers distinguent la formation élaborée par le Centre: l'apprentissage est pro-actif, l'animation est faite par des entrepreneur(e)s et les activités sont développées à partir de ce que l'on nomme l'approche par compétence.

### Un apprentissage pro-actif

L'entrepreneur(e) est une personne qui doit apprendre à se débrouiller pour réaliser son projet d'entreprise, sa vision. Il(elle) se doit d'être imaginatif(ve), persévérant(e), autonome. Il(elle) apprend en fonction de ce qui l'intéresse et ce qui l'intéresse est relié le plus souvent à ce qu'il(elle) a identifié devoir apprendre pour réaliser ce qu'il(elle) veut réaliser.

Une critique souvent faite à la formation en entrepreneuriat est qu'elle ne suit pas assez la logique du domaine d'activités de l'entrepreneur(e), qu'elle est traditionnelle et magistrale et qu'elle tend à conditionner les gens à la passivité plutôt qu'à développer chez eux le réflexe de l'entrepreneur(e).

Afin d'éviter cet écart, la formation au Centre est conçue et présentée à partir d'exercices de façon à ce que chaque participant(e) puisse cheminer sur un apprentissage qui corresponde à ses intérêts propres en relation du thème de formation choisi. En fait, il s'agit non pas de cours théoriques que l'on vient suivre passivement mais plutôt d'activités d'apprentissage soutenues ou d'activités de formation où chacun(e) chemine et échange avec le groupe sur ce cheminement.

L'apprentissage affectué au cours de la formation se veut un exercice personnalisé! Il aura habitué le(la) futur(e) entrepreneur(e) à travailler seul(e) de telle sorte que ce(cette) dernier(ère) pourra continuer à apprendre seul(e) lorsqu'il(elle) opérera son entreprise et qu'il(elle) sera éventuellement laissé(e) à lui(elle)-même.

### Des entrepreneur(e)s formateur(trice)s

Pour rendre le processus encore plus dynamique, des entrepreneur(e)s sont sélectionné(e)s et formé(e)s pour animer cette formation. On essaie ainsi de rejoindre le meilleur de deux mondes: utiliser une formation conçue par des spécialistes mais appliquée par des praticien(ne)s.

Il ne s'agit pas pour eux(elles) de donner des cours, mais de soutenir la progression d'apprentissage des participant(e)s... en prodiguant mille et un trucs du métier... en communiquant le feu sacré, la motivation dont on a jamais assez pour opérer une entreprise.

En ce sens, la formation à l'entrepreneuriat s'apparente à la formation au leadership car elle implique un apprentissage individualisé soutenu par un(e) tuteur(trice) et par le groupe.

### L'approche par compétence

Cette approche consiste à réunir des "compétent(e)s" pour leur faire exprimer les tâches et fonctions qu'ils(elles) ont à accomplir dans le but de déduire les objectifs pédagogiques de l'activité de formation.

Par exemple, pour l'activité de formation portant sur l'intrapreneuriat, nous réunirons des intrapreneur(e)s pour leur demande quels sont leurs comportements, leurs caractéristiques à titre d'intrapreneur(e). Avec ces informations, nous déduirons les objectifs de contenu et d'apprentissage qui devront être développés dans l'activité de formation en question. Pour chaque objectif, des spécialistes de la question seront appelés à bâtir les exercices et les éléments de contenus.

### Échéancier et accessibilité

Les activités de formation du Centre sont diffusées par les services d'éducation aux adultes des cégeps de la région 04. Certaines seront disponibles à partir de l'automne 1992 mais il faudra compter trois ans pour que l'ensemble des thèmes offerts couvrent l'essentiel des besoins des entrepreneur(e)s et propriétaires-dirigeant(e)s d'entreprises.

Parmi les thèmes identifiés, mentionnons:

- Cheminement entrepreneurial
- Opérer une entreprise à la maison
- Le partenariat
- L'exportation pour la micro-entreprise
- L'intrapreneuriat
- Diriger ma petite entreprise
- Réussir son démarrage
- Préparation à la relève
- Travailleur autonome

## SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT

Les activités de soutien à l'entrepreneuriat développées par le Centre sont conçues pour aider les entrepreneur(e)s à mieux vivre leur vie d'entrepreneur(e) et les aider à mieux opérer leur entreprise.

### Des activités pour les entrepreneur(e)s

Dans les activités de soutien à l'entrepreneuriat, nous retrouvons des concepts tels le RÉSEAUTAGE, le PARRAINAGE, les CERCLES D'ENTRAIDE ENTREPRENEURIALE, et les CLUBS DE NOUVEAUX(ELLES) ENTREPRENEUR(E)S.

Le RÉSEAUTAGE c'est la mise en relation d'individus ayant des projets, des idées d'entreprises, avec des individus ayant du capital à investir.

Le PARRAINAGE c'est le soutien de gestion générale ou stratégique de nouveaux et nouvelles entrepreneur(e)s par des entrepreneur(e)s plus expérimenté(e)s.

Le CERCLE D'ENTRAIDE ENTREPRENEURIALE, c'est la réunion de 15 décideur(e)s et entrepreneur(e)s ayant à coeur le développement socio-économique de leur région et localité. L'objectif d'un Cercle d'entraide entrepreneuriale est de soutenir les efforts de développement de ses membres et des entrepreneur(e)s de la région et de la localité.

Le CLUB DE NOUVEAUX(ELLES) ENTREPRENEUR(E)S c'est la réunion de 15 propriétaires dirigeant(e)s d'entreprises de moins de 5 ans, provenant de tous les secteurs d'activités économiques, se rencontrant sur une base régulière pour échanger de l'information et de la formation sur l'art d'être entrepreneur(e).

### Échéancier et accessibilité

Le RÉSEAUTAGE et le PARRAINAGE sont encore à l'état de concept alors que les CERCLES D'ENTRAIDE ENTREPRENEURIALE et les CLUBS DE NOUVEAUX(ELLES) ENTREPRENEUR(E)S sont déjà en phase d'implantation dans la région.

Les activités de soutien sont réalisées grâce à la collaboration de différents partenaires: les organismes de développement socio-

économique régionaux et locaux, les associations sectorielles et professionnelles d'affaires et les propriétaires dirigeant(e)s de PME de la région.

Les entrepreneurs désirant faire partie de l'une ou l'autre de ces activités peuvent communiquer avec le Centre d'entrepreneuriat ou être à l'affût de la promotion qui sera faite autour de ces activités dans les mois qui viennent.

## LES COMITÉS DE TRAVAIL AU NIVEAU COLLÉGIAL EST AUX NIVEAUX PRIMAIRE ET SECONDAIRE

### Des activités de formation et de promotion dans les cégeps

Les cégeps de Drummondville, Shawinigan, Trois-Rivières et Victoriaville participent activement au développement d'une culture entrepreneuriale dans notre région. Ces institutions ont formé un comité de travail qui a élaboré un programme en entrepreneuriat de niveau collégial et qui a conçu un cours complémentaire intitulé "Moi... entrepreneur(e)s?". Le programme et le cours complémentaire devraient être offerts à la population collégiale dans les semaines à venir. De plus, chacun de ces cégeps est maintenant l'hôte d'un CLUB D'ENTREPRENEUR(E)S ÉTUDIANT(E)S.

### L'entrepreneuriat dans nos écoles primaires et secondaires

D'un commun accord, les commissions scolaires de la région supportent les actions du comité primaire et secondaire dans le développement et l'implantation d'activités et de pédagogies entrepreneuriales dans les écoles. Le travail de fonds fait par les membres de ce comité de travail commence à porter fruits. Des expériences pilotes diverses ont été réalisées dans les écoles de la région et bientôt, les résultats de ces expériences seront publiés afin que les autorités concernées puissent les reprendre à leur avantage. Toutes ces actions, et d'autres encore, ont été entreprises ou sont en voie de réalisation au Centre d'entrepreneuriat du coeur du Québec. Pour plus de renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec l'un(e) ou l'autre des responsables du Centre dont vous trouverez les coordonnées ci-dessous.

### LOUIS-JACQUES FILION

Professeur à l'Université du Québec à Trois-Rivières  
Directeur à la recherche et au développement  
Centre d'entrepreneuriat du coeur du Québec  
Téléphone: (819) 376-5080

### JEAN-GUY PARÉ, directeur

Société de formation et de développement 04  
Directeur des activités de soutien  
Centre d'entrepreneuriat du coeur du Québec  
Téléphone: (819) 371-6711

### GASTON PROVENCHER

Coordonnateur du comité collégial  
Directeur à la formation  
Centre d'entrepreneuriat du coeur du Québec  
Téléphone: (819) 691-2727

### DANIELLE TREMBLAY

Coordonnatrice du comité primaire et secondaire  
Centre d'entrepreneuriat du coeur du Québec  
Téléphone: (819) 691-2727

### SYLVIE LAFERTÉ, Adm. A.

Directrice générale  
Centre d'entrepreneuriat du coeur du Québec  
Téléphone: (819) 691-2727

946, rue St-Paul C.P. 1926 Trois-Rivières (Québec) G9A 5M6 Téléphone: (819) 691-2727 Télécopieur: (819) 691-2737

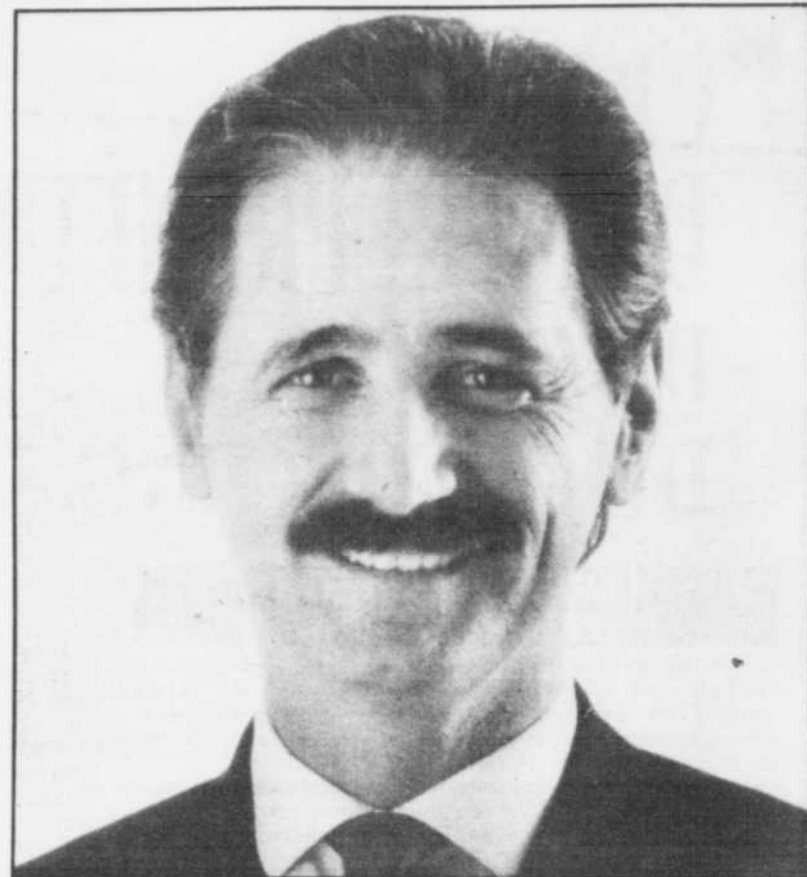
# Maurice Richard espère l'annonce du prolongement de la 30

Roger Levasseur  
Nicolet

■ Malgré le contexte sévère de la

récession et aussi le fait que son gouvernement doit gratter les fonds de tiroirs pour annoncer des projets, le député provincial de Nicolet-Yamaska, Maurice Richard,

espère toujours que le ministre Robert Middlemiss annoncera les travaux de prolongement de l'auto-route 30, dans les prochains jours. «C'est vrai que nous sommes en

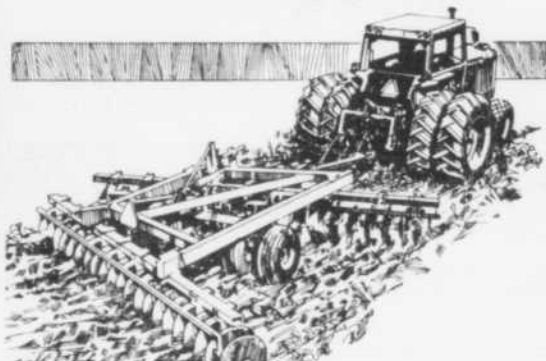


Le député Maurice Richard

La Fédération de l'UPA de Nicolet joue depuis sa fondation en 1930, un rôle d'une importance primordiale pour l'agriculteur. Ce regroupement qui compte quelque 4600 producteurs agricoles constitue une force qui s'exerce sans cesse en vue du bien-être de ses membres et qui vise à l'amélioration constante de l'industrie agricole. L'importance de l'agriculture dans la vie économique de notre région est indiscutable et chaque membre de l'UPA peut être fier de la place qu'il occupe dans notre société en constante évolution.



JEAN-MARC LAVIGNE  
Directeur régional



RÉJEAN ST-PIERRE  
Président

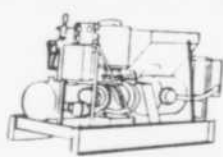


**UNION DES PRODUCTEURS  
AGRICOLES**

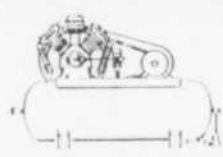
79, PLACE 21 MARS, NICOLET  
293-5838



PORTATIF À VIS



ÉLECTRIQUES À AILETTES



ÉLECTRIQUE À PISTONS

**VENTE-LOCATION-SERVICE**

Nous vous offrons  
le plus grand choix  
de machines neuves et  
reconstruites

**FAITES AFFAIRES  
AVEC DE VRAIS  
SPÉCIALISTES**

**COMPRESSEURS  
TROIS-RIVIÈRES INC.**

225, NORMAND S.  
TROIS-RIVIÈRES  
(819) **371-3013**  
FAX 371-1297

5-2505  
DALTON  
PARC  
COLBERT  
STE-FOY  
(418)  
653-9324  
Fax (418)  
653-1714

Pièces et  
services pour...

SULLAIR - JOY - GARNER DENVER - SULLIVAN - LEROI -  
WORTINGTON - CAMPBELL - HAUSFELD - POWEREX - QUINCY -  
INGERSOLD RAND - DEVILBISS - WEBSTER - SPEEDAIR

pleine période de récession, mais ce prolongement de la 30, à partir de la 55 jusqu'à Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, ça demeure une priorité. En plus d'être très important pour le développement du grand Nicolet, ces travaux routiers s'avèrent prioritaires pour le développement de toute la partie ouest du comté de Nicolet-Yamaska. Ce n'est pas pour rien que ce projet a été priorisé au sommet économique régional. Le premier ministre en a également reconnu l'importance en engageant son gouvernement pour l'exécution des travaux», a plaidé le député Richard.

Il a rappelé que le dossier avait franchi toutes les étapes techniques et qu'on était rendu à l'attente finale de l'annonce. «C'est maintenant devenu une décision strictement politique et dans le cas d'une annonce affirmative, pour ces travaux de 8 millions \$, le gouvernement est en mesure d'aller en demande de soumissions, dès demain», a précisé M. Richard.

Pour les autres travaux routiers, le député a mentionné qu'on en avait réalisé énormément dans Nicolet-Yamaska en 1991. «En fait pour ces travaux de voirie tertiaire, le comté de Nicolet-Yamaska a été parmi les six qui ont obtenu les plus forts budgets et cela pour l'ensemble des 125 circonscriptions du Québec.» Reconnaissant qu'il restait cependant beaucoup à faire, M. Richard a précisé qu'il rencontrerait les élus municipaux de son comté pour étudier avec eux les priorités pour chaque endroit.

Il a par ailleurs noté que 1992 serait particulière à ce chapitre, puisqu'il s'agit d'une année transitoire concernant la responsabilité de la voirie tertiaire. On sait qu'avec la Loi 145, c'est en avril 1993 que la voirie tertiaire sera transférée aux municipalités. Pour établir les modalités de ce transfert, le ministre Middlemiss a mis sur pied un comité de 13 députés, qui est justement présidé par le député Richard, de

Nicolet-Yamaska. Le comité a tenu une première rencontre exploratoire à la fin de décembre. «C'est à prévoir que bien des maires demanderont à Québec d'en faire beaucoup cette année, de façon à ce que les routes qui leur seront transférées soient dans le meilleur état. On comprendra toutefois qu'il sera impensable de refaire toutes les routes cette année», a-t-il mentionné.

Dans le secteur de la santé, le représentant de Nicolet-Yamaska à Québec a souligné que l'hôpital Christ-Roi, de Nicolet, était en attente d'une annonce de subvention de 4,5 millions \$. Cela permettrait de réaliser des travaux nécessités par la vétusté de la bâtisse. M. Richard a de plus mentionné qu'on compléterait dans les prochains trois mois les travaux de construction de 5 millions \$ au Foyer Saint-Célestin.

Dans le secteur industriel, la relance de l'usine de camions à incendie à Pierreville prendra forme véritablement en 1992, à la suite de l'annonce faite en ce sens à la fin de 1991. C'est le même cas pour l'usine de transformation de poissons à Nicolet.

Dans le secteur du bénévolat, le député pense bien qu'on assistera à une fusion d'organismes bénévoles de Nicolet, au cours de l'année. «Comme le provincial subventionne actuellement tous ces organismes, on ne peut que souhaiter que ces gens s'assoient à une même table et en arrivent à des organisations plus rationnelles, s'il y a un dédoublement d'efforts», a estimé le député provincial.

Dans le secteur scolaire, M. Richard a déclaré que c'était au cours des prochains mois qu'on verrait l'application de la décision du ministre Michel Pagé, quant à l'intégration des trois commissions scolaires du territoire en une seule. M. Richard a précisé qu'il endossait la position du ministre de l'Éducation dans ce dossier d'intégration scolaire. ●

Pierre Trépanier du COPERS

## «En 1992, il faudra continuer à éteindre des feux»

Roger Levasseur  
Bécancour

■ Le personnel du COPERS a concentré presque toutes ses énergies à la consolidation d'emplois en 1991. «Nos interventions de toutes sortes ont contribué à protéger quelque 350 emplois dans une vingtaine de PME», a tracé comme bilan M. Pierre Trépanier, le commissaire industriel au Conseil de promotion économique de la Rive-Sud.

Celui-ci a également souligné que le COPERS avait aidé au démarrage de sept nouvelles entreprises pour des investissements de 140 000 \$ et dix nouveaux emplois.

«Durant la majeure partie de 1992, il est à prévoir que notre activité sera passablement absorbée pour aider les PME en difficultés. Il faudra donc encore éteindre des feux. Des annonces désastreuses de mises à pied massives sur la Rive-Nord auront certes des conséquences sur notre territoire. Il nous faudra ainsi seconder les dirigeants de nos PME pour qu'ils puissent tenir debout», a-t-il mentionné.

Le représentant du COPERS a également dévoilé un phénomène nouveau qui nécessitera le support des agents de développement économique. À la suite de fermetures de PME en 1991, des dirigeants âgés de 40 ou 50 ans ne peuvent pratiquement plus dénicher un autre travail. La seule planche qui s'offre à eux est de trouver les moyens de relancer eux-mêmes l'entreprise pour ne pas voir s'envoler les économies de toute leur vie. Le commissaire industriel du COPERS a affirmé qu'il y avait au



(Photo Roger Levasseur)

Le commissaire industriel,  
M. Pierre Trépanier.

moins trois dossiers du genre sur lesquels on travaillerait en 1992, principalement à Nicolet et à Davuluyville.

Pour la région de Pierreville, la relance de l'usine de camions de pompiers Nova Quintech ne pourra qu'être bénéfique pour l'économie de ce secteur, tout comme le démarrage de l'usine de transformation de poissons, à Nicolet. «Concrètement, nous avons actuellement 15 dossiers sur lesquels nous travaillons. Si idéalement ces dossiers connaissent tous du succès, cela se traduirait par des investissements de 6 millions \$ sur le territoire», a estimé le commissaire.

Le comité des projets spéciaux du COPERS continue à être bien vivant avec la collaboration de la Centrale TAG d'Hydro-Québec.

Les entrepreneurs de la région peuvent consulter les plans et devis des travaux à venir et sont informés à l'avance de toutes les étapes de construction à venir.

Ce comité des projets spéciaux a été mis sur pied lors de la construction de Norsk Hydro Canada. Il s'est poursuivi avec la troisième série de cuves d'A.B.I., puis actuel-

lement avec la Centrale TAG. Les dirigeants du COPERS espèrent que le comité continuera à vivre avec l'annonce éventuelle de Tioxide.●

CONSULTANTS  
**MESAR**

### NOS SERVICES

Nous offrons la gamme complète de services d'ingénierie nécessaires à la réalisation de la plupart des projets.

SHAWINIGAN

695, av. de la Station  
C.P. 4018  
Shawinigan (Québec)  
G9N 7Y5  
Tél: (819)537-5771  
Fax: (819)536-4985  
1-800-661-5771

LONGUEUIL

174, boul. Ste-Foy  
Bureau 105  
Longueuil (Québec)  
J4J 1W9  
Tél: (514)646-2166  
Fax: (514)646-2073

### NOS SERVICES D'INGÉNIEURIE:

- génie industriel
- électricité, instrumentation et contrôle
- charpente, fondation
- mécanique et électricité du bâtiment
- génie municipal
- transport et voirie
- gérance de projet

ASSURER L'AVENIR DE NOTRE RÉGION,

# UN TRAVAIL D'ÉQUIPE!

GL&V est fière de participer à la concertation régionale.



3100, rue Westinghouse, Trois-Rivières (Québec) Canada / Téléphone: 819-371-8211 Télécopieur: 819-371-2941

## D'importants investissements prévus à Cap-de-la-Madeleine

Cap-de-la-Madeleine (JG)

■ Les investissements majeurs prévus à Cap-de-la-Madeleine en 1992, seront surtout de nature publique et ils sont connus depuis un certain temps déjà.

Il s'agit de l'aménagement de la nouvelle bibliothèque, dans l'ancien supermarché Provigo, de la rue Saint-Pierre, au coût de 3 millions \$ et de la rénovation du poste de police au montant approximatif de 700 000 \$.

Ces projets, intimement liés, visent avant tout à améliorer la qualité des services à la population et aux employés. La nouvelle bibliothèque accueillera également le service des loisirs et la cour municipale, qui occupe un espace précieux au poste de police.●

Outre ces deux projets majeurs la ville entend consacrer 1,7 million \$ à la dernière phase de son programme d'assainissement des eaux, subventionné à 90% par le gouvernement québécois. L'administration va aussi injecter plusieurs centaines de milliers de dollars dans la protection et la recharge de sa nappe phréatique. De nouveaux puits seront aussi installés pour, entre autres, garantir une distribution uniforme.

Des immobilisations sont aussi prévues dans les secteurs de la voirie et de la circulation afin de rendre certaines artères plus sécuritaires. On fera notamment la synchronisation des feux de circulation sur la rue Thibeau, le réaménagement de l'intersection Fusey-Saint-Laurent et la réfection du boulevard Sainte-Madeleine.●

# Denis Pronovost déplore le manque de confiance des millionnaires locaux



## SERVICES TECHNIQUES LADOUCEUR INC.

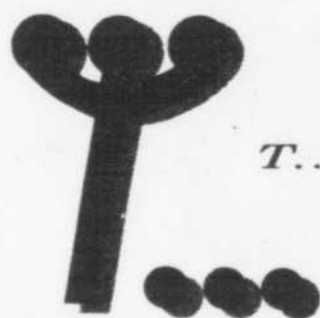
### SPÉCIALISTES EN:

- instrumentation industrielle
- contrôle de procédés
- automatisation de systèmes

### SERVICES:

- ingénierie
- mise en route
- réparation et entretien préventif
- atelier d'étalonnage
- logiciels pour applications industrielles

3300, boul. Bécancour  
Ville de Bécancour (Qc)  
G0X 1G0  
tél.: (819) 298-3344  
Fax: (819) 298-2442



T... Comme Tritech

- Environnement
- Étude de faisabilité
- Génie mécanique et industriel
- Génie électrique - Instrumentation
- Structure
- Génie municipal
- Informatique de procédés
- Gestion municipale
- Urbanisme et aménagement du territoire
- Architecte de paysage
- Gestion de projets
- Cartographie conventionnelle et numérisée
- Gérance de construction
- Entretien spécialisé
- Analyse de valeur



**GROUPE CONSEIL  
TRITECH**

3340, boul. Royal  
Trois-Rivières G9A 4M3  
Tél.: 373-2500  
Fax.: 378-3602

794, 5e Rue, bureau 116  
Shawinigan, Qué. G9N 1E9  
Tél.: (819) 536-5652  
Fax.: (819) 536-7170

655, Dutoit, C.P. 150  
Bécancour, Qué. G0X 1B0  
Tél.: (819) 294-2000  
Fax.: (819) 294-2700



Le député Denis Pronovost

**Michel Cloutier**  
Shawinigan

■ Disant garder son optimisme avec un fond de réalisme, M. Denis Pronovost, député fédéral de Saint-Maurice, souhaite un climat plus favorable à l'investissement dans la circonscription qu'il représente à Ottawa.

À son avis, en 1992, le principal défi de la Corporation de développement industriel du centre de la Mauricie (Codicem) est d'en arriver à convaincre les millionnaires locaux d'investir chez nous.

«Nos propres millionnaires, j'en connais une bonne quinzaine, et il y a en beaucoup plus, ne prennent pas de risques chez nous.»

Député depuis trois ans, il déplore que les gens fortunés aient choisi de ne pas investir ou très peu au centre de la Mauricie. Ils préfèrent investir, selon lui, à l'extérieur de la région, ou se reposer confortablement après des années de labeur et de travail.

«C'est évident que ces gens très fortunés ont perdu confiance dans notre région. Il est très difficile d'attirer des investissements extérieurs quand les propres possesseurs de fonds ne bougent pas, ne prennent pas de risques. Comment peut-on demander à des gens de l'extérieur de prendre des risques chez nous?»

Malgré ce constat, M. Pronovost espère vivement voir enfin se concrétiser le projet de l'usine de denim à Shawinigan, par les investisseurs chinois qui ont déjà la garantie d'un prêt de 1,4 million \$ d'Ottawa.

Rappelant que sa circonscription est assez diversifiée, alors que le

milieu rural est à fournir 35% de la production, le député signale que la nouvelle usine «Arrifcraft» de Saint-Étienne-des-Grès en sera à sa première année d'exploitation en 92, avec 11 millions \$ d'investissement et une trentaine d'emplois au départ. On y fabriquera de la brique pour le marché québécois et celui de la Nouvelle-Angleterre.

Sa préoccupation vise également l'industrie des pâtes et papiers et la modernisation souhaitée de leurs usines chez nous, afin de contrer les mises à pied.

«Et je surveille à tous les jours le prix de l'aluminium, qui est à son plus bas sur le plan mondial. À Shawinigan, boulevard Saint-Sacrement, on voit deux cheminées de fermées à l'Alcan. Espérons que les pertes d'emplois ne se poursuivront pas...»

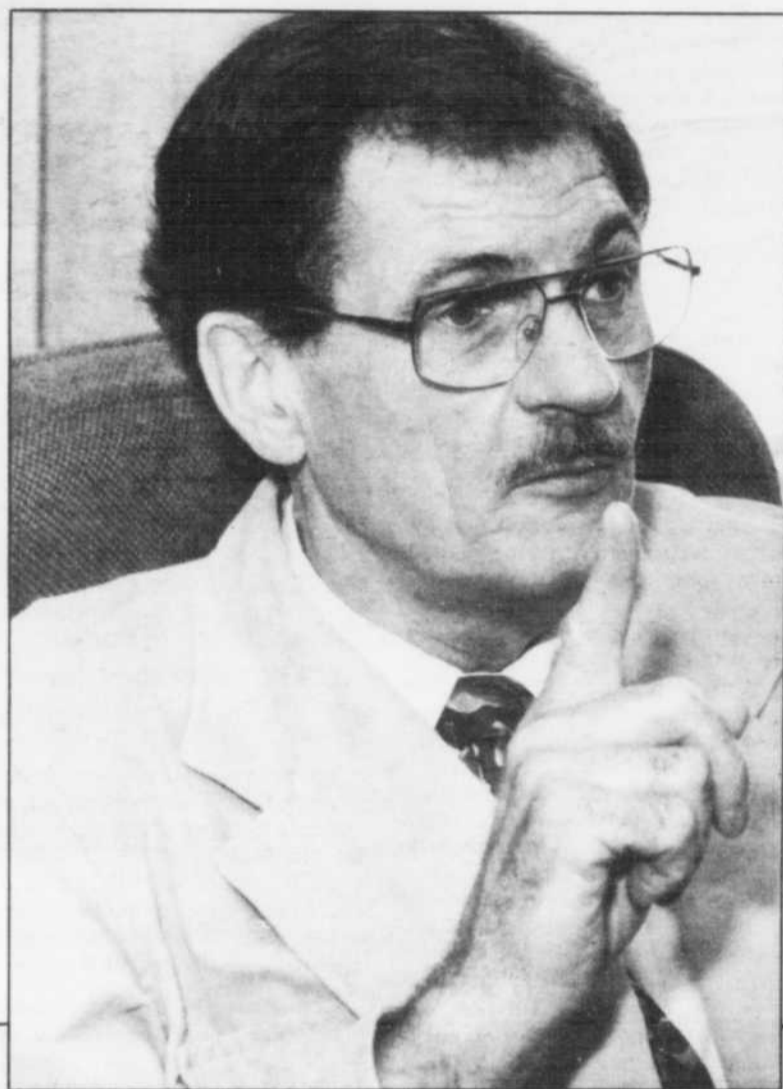
Un point stimulant à retenir: l'entreprise Mégatech de Grand-Mère qui connaît une expansion intéressante de par un important contrat qu'elle vient de décrocher de la multinationale Bombardier, par le biais d'une subvention fédérale.

«C'est l'exemple d'un nouveau défi qu'il est bon d'imiter», dit-il encore.

Les projets à caractère touristique vont également s'enchaîner en 92, a-t-il promis, par l'annonce de trois ou quatre nouveautés plus ou moins modestes pouvant soutenir l'industrie touristique. Il mise aussi sur le dossier du CH (Centre d'interprétation de l'industrie de Shawinigan) dont le grand départ repose sur une volonté politique parue acquise mais non encore signée chez les deux ordres de gouvernement. ●

Année de réflexion pour le port de Trois-Rivières

# Le directeur Tremblay prépare l'après-grève



Jean-Marc Beaudoin  
Trois-Rivières

■ L'année 1992 devrait être déterminante pour l'avenir du port de Trois-Rivières.

Pour son nouveau directeur général, le capitaine Serge Tremblay, l'année en cours en sera une de remise en question, de réflexion. «Il y aura des choix à faire, des orientations à emprunter», prévient-il.

Pour guider ce redressement, M. Tremblay a commandé une mise à jour du plan stratégique de développement déposé en 1985. Sans l'avouer carrément, les conclusions du rapport Lavalin qui ajoutait peu aux perspectives d'avenir du port de Trois-Rivières conviennent peu à sa personnalité.

«Je suis un fonceur de nature», reconnaît le capitaine Tremblay qui martèle que son objectif de départ de faire de Trois-Rivières le port le plus performant du Saint-Laurent demeure entier. La grève des débardeurs a causé un faux départ. «Ce n'est que partie remise, car j'étais prêt. J'étais au turbo», dit-il.

Le capitaine Serge Tremblay, directeur général du port de Trois-Rivières.

(Flaggeol Photo - Roméo Flaggeol)

## Ramener les clients

Aussi, le capitaine Tremblay prévient que le temps actuel n'est pas perdu. Au contraire, il est utilisé à préparer le nouveau départ. «Il y aura beaucoup de travail à faire pour ramener les clients du port. Ce n'est pas toujours facile de reprendre un client qui a pu, dans l'intervalle, être bien servi ailleurs. Nous aurons des efforts importants de marketing à faire.»

Le directeur portuaire n'est pas sans constater que certains marchés traditionnels sont en perte de vitesse. Le déclin de l'industrie du papier risque de réduire les quantités de cargo général à transiter par le port de Trois-Rivières. En fait, le papier est le seul produit de cargo qui passe par le port. M. Tremblay ne cache pas qu'il souhaiterait élargir un peu la gamme de produits.

## Déclin du grain

D'autre part, la transformation d'un silo à grain en unité de stockage d'alumine et de coke de pétrole pour Lauralco témoigne de la baisse du grain qui transite par Trois-Rivières.

Les expéditions de grain se sont effondrées en 1991 à 600 000 tonnes, soit la moitié de 1990... qui n'était pas une année-record. La grève des débardeurs n'explique pas à elle seule cette chute. Un en-

semble de facteurs se conjuguent qui favorisent aujourd'hui les ports de la côte Ouest et la filière du Mississippi. Sans le dire, l'avenir du port de Trois-Rivières passe peut-être moins par le grain. L'étude commandée le dira.

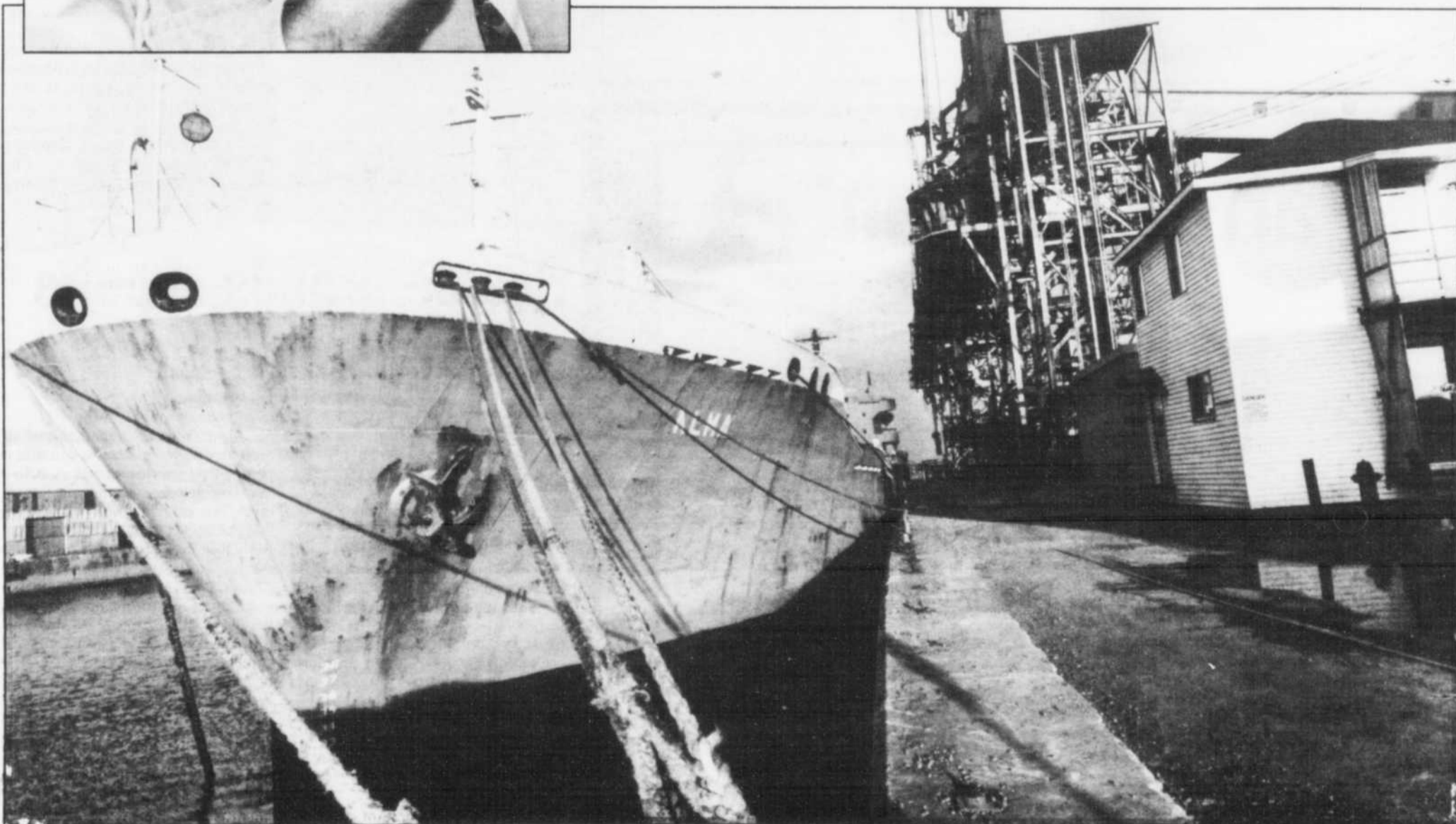
Les vracs, liquides comme solides, sont par contre en hausse et demeurent prometteurs.

## Une grosse industrie

Dans la déprime économique qui s'installe, le directeur Tremblay croit que le port pourrait constituer un levier de première valeur. «Le port, c'est une industrie qui génère une activité économique comparable à une grosse usine de papier», rappelle-t-il.

Pour ajouter aussitôt: «Il faudra se serrer les coudes. Le port doit être supporté par son milieu.» M. Tremblay, qui envisage des représentations extérieures, des missions économiques, sent qu'il y a une volonté réelle du milieu pour soutenir le port. «Je suis un perpétuel optimiste», dit-il.

C'est dans un contexte économique pourri qu'il était arrivé à la direction du port de Sept-Îles, au début des années 1980. En cinq ans, l'allure des choses avait complètement changé. Il gagna alors Chicoutimi où il parvint à remplir le terminal portuaire en trois ans. ●



Nouvelle stratégie en matière de développement régional

# Picotte amorcera sa tournée à Trois-Rivières

Marcel Aubry  
Trois-Rivières

■ Le ministre responsable du Dé-

veloppement régional, M. Yvon Picotte, amorcera finalement, le lundi 17 février, la tournée qu'il entend faire à travers le Québec à la suite de l'annonce, avant les Fêtes,

de sa nouvelle stratégie en matière de développement régional. Et c'est à Trois-Rivières que cette première rencontre aura lieu.

Le ministre a déjà fait parvenir à

ses interlocuteurs régionaux le document de stratégie en matière de développement régional, adopté par le gouvernement. Il se propose maintenant de rencontrer dans chacune des régions du Québec les leaders régionaux, afin de répondre à leurs interrogations et de recevoir leurs commentaires quant à la mise en oeuvre de cette nouvelle stratégie de développement.

Cette stratégie, rappelons-le, consiste «à appuyer et à accompagner le dynamisme des régions du Québec». En ce sens, elle est axée essentiellement sur une démarche favorisant une plus grande autonomie des régions, ce qui laisse prévoir que celles-ci vont être appelées à jouer un rôle de plus en plus important en matière de développement économique régional.

Afin de concrétiser ses objectifs, le ministre Picotte mettra en place, d'ici au 1er avril 1992, une nouvelle structure de support au développement régional basée sur la concertation du palier régional, assurée d'un lien direct avec le ministère du Conseil exécutif par le biais d'un Secrétariat aux Affaires régionales. Celui-ci assurera la coordination et la cohérence de l'action gouvernementale en cette matière.

La nouvelle politique gouvernementale prévoit mettre à la disposition des milieux régionaux des budgets régionalisés dans les principaux secteurs de l'activité socio-économique pouvant atteindre annuellement 500 millions \$ et un Fonds régional de développement de 3 millions \$ par région administrative.

Des délégués au développement régional directement rattachés au ministère du Conseil exécutif assureront la coordination interministérielle des activités gouvernementales en matière de développement



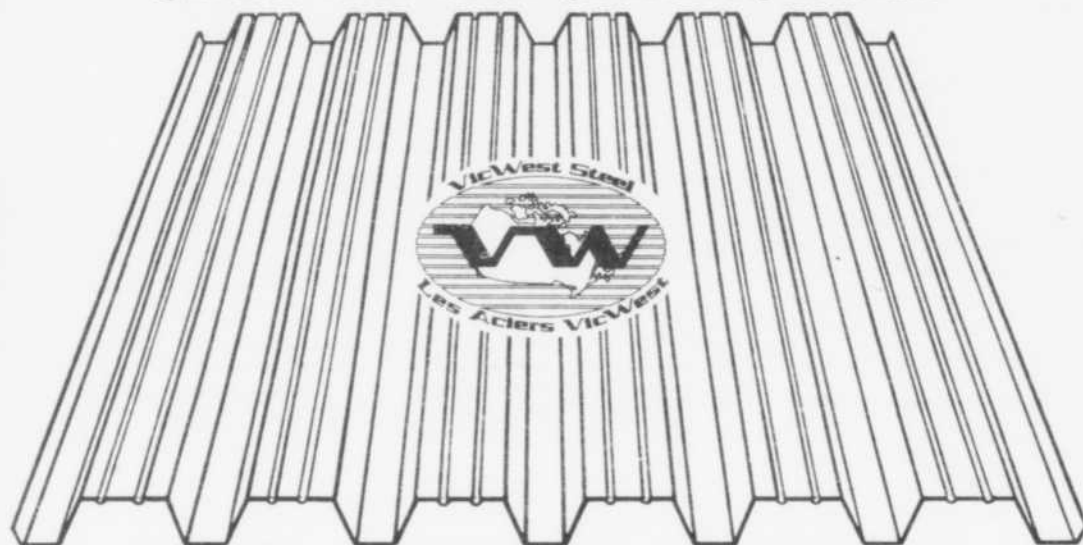
Yvon Picotte

régional. Ces délégués relèveront directement du Secrétaire général associé aux Affaires régionales.

La nouvelle politique annoncée par le ministre, le 19 décembre, entraînera la disparition de l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ) et le déplacement de ses employés permanents dans d'autres sections de l'appareil gouvernemental.

Cette nouvelle approche, qui vise à consolider la prise en charge par le milieu de son propre développement, a été dans l'ensemble fort bien accueillie par les intervenants économiques de la région au lendemain de cette annonce. Il reste à voir maintenant si la nouvelle stratégie gouvernementale de développement régional saura résister à l'analyse plus poussée que ces mêmes intervenants auront pu en faire entre-temps. ●

Québécois au service des Québécois depuis 60 ans



Manufacturier de revêtements métalliques  
pour bâtiments agricoles, commerciaux et industriels

Succursales à travers le Canada

**Les Aciers VicWest**

Au Québec  
Brossard - Québec - Victoriaville

Siège social

707, boul. Industriel Est, C.P. 430, Victoriaville (Québec) G6P 6T2  
Téléphone: (819)758-0661 Fax: (819)758-0666

## Partez gagnant

Vous êtes en affaires  
ou vous désirez le devenir?

**LOCAUX**

*Idéaux pour commerces de lingerie féminine,  
chaussures, vêtements pour hommes.*



**Les Galeries Nicolet**

Claudette Hébert 293-4345

150, Éloi-de-Grandmont, Nicolet, Qc JOG 1E0

## Pas de grands espoirs dans l'immobilier

Trois-Rivières (JG)

■ Aussi surprenant que la chose puisse paraître, 1991 aura été une année plutôt bonne dans le secteur de l'immobilier, en tout cas nettement supérieure à 1990.

Les agents d'immeubles ont réalisé environ 3000 ventes, surtout des maisons unifamiliales, et la valeur des transactions se chiffrait entre 180 et 200 millions \$.

Ces chiffres ne tiennent évidemment pas compte des transactions entre particuliers.

Cette bonne performance, toute relative si on la compare aux meilleures années, n'est toutefois pas le présage d'une meilleure année en 1992.

Les membres de la Chambre

d'immeubles sont plutôt inquiets de la tournure des événements et ils croient que les malheurs qui frappent les papeteries, et par ricochet des fournisseurs et des sous-traitants, va quelque peu ralentir le marché, ou à tout le moins l'empêcher de prendre l'envol qu'aurait dû lui donner la baisse des taux d'intérêt.

Ce dur coup tombe mal, car déjà depuis quelques années le marché tourne au ralenti. «C'est un marché d'acheteurs, mais même à très bons prix, ça ne décolle pas. Il y a beaucoup d'acheteurs potentiels qui hésitent devant de véritables aubaines. Il n'y a jamais eu autant de maisons à vendre», de dire des agents d'immeubles, en laissant entendre que la situation est encore pire dans le logement locatif. ●

Réfection de la centrale La Gabelle et du complexe Shawinigan

# Hydro-Québec prévoit démarrer les travaux en 1992

**Marcel Aubry**  
Trois-Rivières

Hydro-Québec envisage de réaliser des projets importants sur la rivière Saint-Maurice au cours de la prochaine décennie. Certains de ces projets ont trait à la réfection de centrales existantes. D'autres prévoient, dans l'hypothèse d'un scénario de forte croissance de la demande d'électricité, la construction de nouvelles centrales. On parle d'investissements de quelques milliards de dollars, si tous ces projets se réalisent.

Dans quelques cas, les dossiers sont très avancés. C'est vrai pour la centrale La Gabelle où Hydro-Québec projette d'entreprendre dès la fin du printemps des travaux de ré-

fection évalués à 114,5 millions en dollars de 1990, ou de 141 millions en dollars de réalisation. C'est aussi vrai pour le complexe Shawinigan (Shawinigan II et III) où les travaux de réfection qui doivent être entrepris à l'été nécessiteront des investissements évalués à 200 millions en dollars de 1990, ou de 350 millions en dollars de réalisation.

Le programme de réfection des centrales existantes prévu dans le plan de développement d'Hydro-Québec 1990-1992, horizon 1999, vise à moderniser les installations du parc de production de l'entreprise. Le plan directeur de réfection prévoit la réalisation d'études d'approche globale pour cinq des huit centrales situées sur la rivière Saint-Maurice.

Si la décision a déjà été prise par Hydro-Québec de procéder à la réfection de la centrale La Gabelle et des centrales Shawinigan II et III, l'orientation retenue dans le cas de celle de Grand-Mère vise à procéder plutôt à la réalisation d'un nouvel aménagement. Mais le début des travaux de reconstruction de la centrale de Grand-Mère n'est pas prévu avant 1996. Cette nouvelle centrale pourrait entrer en service autour de l'an 2000. On prévoit y investir 325 millions en dollars de 1990. Ce montant pourrait doubler au moment de la réalisation.

Dans le cas de la réfection de la centrale La Gabelle, Hydro-Québec avait aussi envisagé comme alternatives le remplacement de la centrale actuelle par une nouvelle centrale sur le site de la Gabelle, ou

encore la construction d'une nouvelle centrale au site du rapide des Forges. Les résultats de l'étude ont démontré que techniquement, toutes les options étaient réalisables. Hydro-Québec en est cependant arrivée à la conclusion que la réfection de la centrale actuelle représentait la meilleure option parce que l'hypothèse de la réalisation d'une nouvelle centrale à la hauteur des Forges à Trois-Rivières représentait, suivant ses études, «des impacts environnementaux majeurs et permanents». Cette décision prise en août 1991 a cependant laissé sur leur appétit plusieurs intervenants du milieu qui ont mis sur pied une vaste table de concertation régionale.

La Corporation de gestion du développement du bassin de la rivière

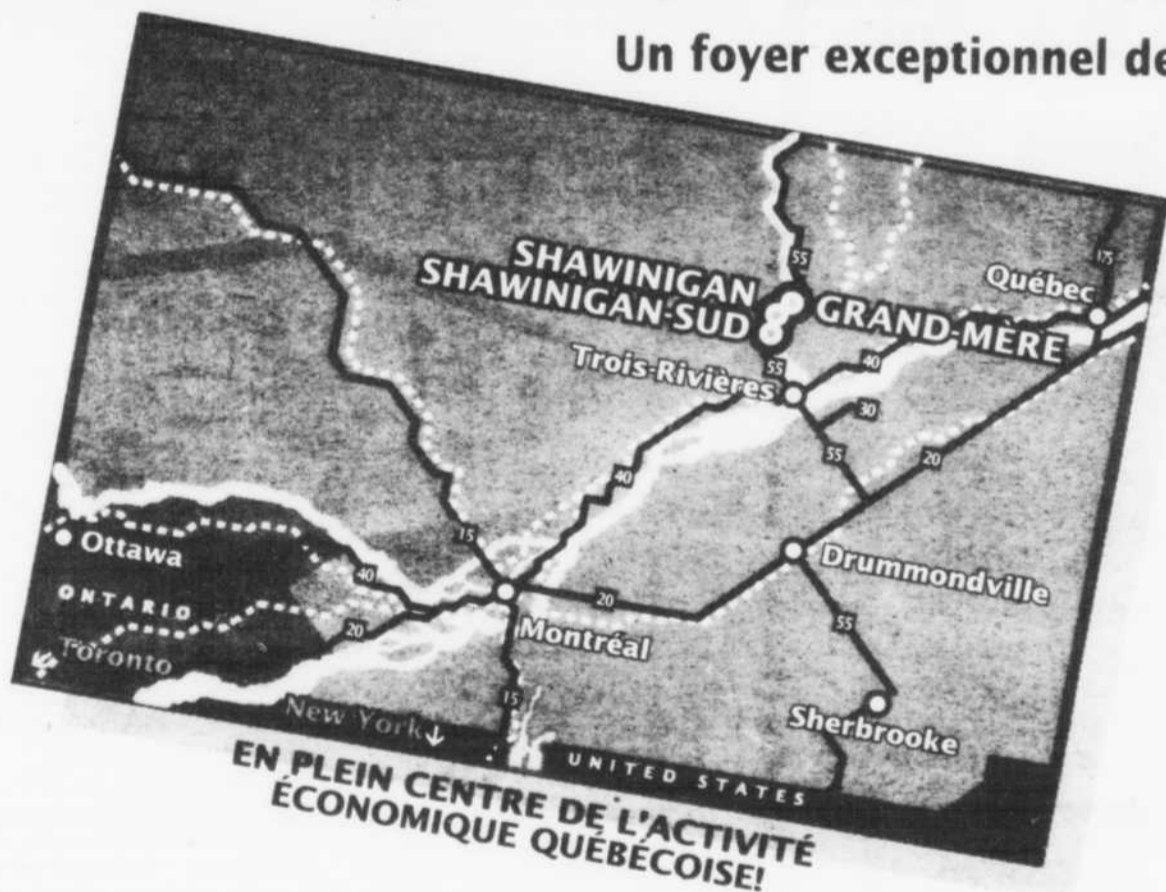
Saint-Maurice, qui est légalement constituée depuis le 5 novembre 1991, questionne actuellement cette décision. Si elle est maintenue, les premiers appels d'offres seront publiés au printemps, et les travaux s'engageront par la suite. Ils se poursuivront jusqu'à l'automne 1995. A Shawinigan II, le chantier devrait être mis en branle à l'été 1992, pour être terminé à l'automne 1999. Et à Shawinigan III, ce sera du printemps 1994 à l'automne 1998.

Et cela, c'est sans compter la construction de deux nouvelles centrales en Haute-Mauricie, soit celles de Rapides-de-la-Chaudière et Rapides-des-Coeurs, qui pourraient venir s'ajouter à celles existantes si la demande en électricité le justifie. ●

## LE CENTRE-DE-LA-MAURICIE

# Un carrefour d'énergies

Un foyer exceptionnel de ressources et de main-d'oeuvre pour l'industrie manufacturière.



N'hésitez pas à contacter:



**CODICEM**  
centre-de-la-mauricie

Corporation  
de développement industriel  
du Centre-de-la-Mauricie

769, 5e Rue, C.P. 895  
Shawinigan (Québec) CANADA / G9N 6W2  
Téléphone: (819) 537-7249  
Télécopieur: (819) 537-6260

**"JE  
CONSTRUIS  
MA  
RÉGION!"**  
L'ÉNERGIE DE LA REUSSITE

**CODICEM est un organisme de développement industriel subventionné par:**



La ville  
de  
Shawinigan



Ville de  
Grand'Mère



Gouvernement  
du Québec

Le député Pierre H. Vincent catégorique

# «On s'en va vers une économie mondiale»

Marcel Aubry  
Trois-Rivières

■ Dans la foulée de l'Accord de

libre-échange entre le Canada et les États-Unis et la perspective d'un nouvel accord qui engloberait également le Mexique, le député fédéral de Trois-Rivières, M. Pierre H.

Vincent, croit qu'il faut cesser de penser strictement en termes régional, provincial ou national, et envisager dès maintenant de le faire dans un contexte de plus grande

circulation des biens au niveau international.

«La réalité économique est là. On s'en va vers un économie mondiale dans tous les secteurs, que ce soit dans l'agriculture ou ailleurs», de déclarer le député de Trois-Rivières alors qu'il était invité à dire dans quelle perspective il entrevoyait l'année 1992 sur le plan économique.

Le député Vincent ne cache pas que l'annonce de la fermeture de l'usine PFCP à Trois-Rivières constitue un dur coup pour l'économie régionale. Mais il rappelle que la région a déjà été éprouvée dans le passé, et qu'elle a toujours su s'en remettre. Elle est encore capable de le faire, a-t-il estimé. Et comme le domaine des pâtes et papiers lui apparaît saturé, il croit qu'il convient maintenant de lorgner aussi vers d'autres secteurs d'activité.

Ce qui lui apparaît encourageant, malgré la défaite sévère que

reprise. Il faut donc envisager l'avenir économique en gardant à l'oeil cette statistique et en analysant les marchés qui peuvent être développés dans un contexte d'exportation des produits à l'étranger.

Il y a plusieurs secteurs qui peuvent être envisagés, selon lui, que ce soit dans le domaine manufacturier ou semi-manufacturier. C'est à chaque individu, à chaque industriel, à chaque investisseur réel ou en puissance à faire son effort dans ce sens-là. Les retombées sur la Rive-Nord de la grande industrie située dans le parc industriel de Bécancour, le député Vincent considère que Trois-Rivières en tire déjà un bon profit, même s'il y a toujours place à amélioration.

Après une année 1991 très difficile et un début d'année extrêmement pénible, en 1992, M. Vincent garde néanmoins le moral et croit que les choses devraient s'améliorer dans les mois à venir. Pour cela,

*Nous sommes fiers de participer à la croissance économique de notre région et ensemble, relevons les défis qui s'imposent afin de bâtir une meilleure qualité de vie.*

**Construction C.C.L. Inc.**

405, rue Dessureault Cap-de-la-Madeleine

Camille Beaudoin, directeur

(819) 375-6849. Fax: 375-2399



TUYAUTERIE

VENTILATION



MECANIQUE



AGRICULTURE

**PRONOVOST**  
INNOVATION ET EXCELLENCE  
Les Machineries Pronovost inc.  
260, Route 159, St-Tite (Québec)  
GOX 3H0 - Tél.: (418) 365-7551



EXPORTATION

Un souci constant pour l'innovation et l'excellence depuis plus de 20 ans ont fait qu'aujourd'hui PRONOVOST est considéré comme chef de file dans le domaine de la machinerie agricole et reconnu pour sa compétence et pour la très haute qualité de ses services dans plusieurs secteurs d'activités.



INDUSTRIEL

Prêt à relever les défis qu'offrent les nouvelles réalités des temps modernes.

CHEZ

**PRONOVOST**  
Nous croyons en l'avenir parce que nous contribuons à le préparer quotidiennement.



SOUS-TRAITANCE



PROJETS SPÉCIAUX



MUNICIPAL



P.H. Vincent

constitue la mise au rancart d'une usine si intimement liée à l'histoire de la ville et de la région, c'est le fait que dès le moment de l'annonce de cette fermeture les forces vives du milieu étaient déjà sur un pied d'alerte, à l'hôtel de ville de Trois-Rivières, pour analyser la meilleure façon de relever le nouveau défi qui se pose à toute l'agglomération trifluvienne. Il trouve très positif le mouvement de concertation régionale qui est né à la suite de cette rencontre.

Il est clair, selon lui, que l'avenir de la région va passer de plus en plus par la création et le développement de PME. Après tout, a-t-il rappelé, entre 80% et 85% des emplois ne sont-ils pas créés au Canada par la petite et moyenne en-

a-t-il convenu, il faut que tout le monde — politiciens, employeurs et employés — se serrent les coudes et acceptent de travailler ensemble. C'est la condition pour passer à travers. Ce qui lui laisse prévoir que l'économie va se replacer ce sont en outre des taux d'intérêt de plus en plus bas, et une inflation sans cesse à la baisse.

«Les indicateurs sont bons, a-t-il affirmé, et la logique veut que dans un tel contexte, les investisseurs se remettent à investir et les consommateurs à dépenser.» C'est ce qu'il faut pour activer l'économie. Et cela, malgré une TPS qui n'est toujours pas acceptée par les consommateurs canadiens, mais qui demeure néanmoins nécessaire, continue à croire le député. ●

De l'avis de la CODEL

# Il faut renforcer la base industrielle

Michel Lamarre  
Louiseville

■ La Corporation de développement économique de la région de Louiseville entend travailler à protéger et à renforcer la base industrielle de la MRC de Maskinongé, au cours des prochains mois, et ainsi assurer un développement constant et stable.

De l'avis du commissaire industriel et directeur général de la CODEL, M. Sylvain Désaulniers, le succès du développement économique d'une région passe souvent par la facilité de celle-ci d'oeuvrer dans des créneaux spécifiques.

Certains secteurs d'activité représentent un atout important pour la région. En se basant sur l'expérience passée et le succès des dossiers antérieurs, la CODEL peut identifier ses principales forces et, sans pour autant délaisser le moindre projet, concentrer ses efforts sur ces domaines spécifiques: secteur agro-alimentaire, bois et dérivés, meubles, textiles et tourisme et activités récréo-touristiques.

## Espaces industriels

Le directeur général de la CODEL a affirmé qu'il était primor-

dial d'enclencher le processus de l'étude sur les espaces industriels le plus rapidement possible.

La CODEL pourra ainsi travailler de façon plus efficace, et aussi de collaborer plus étroitement avec les intervenants du milieu.

L'action en matière de développement se veut en complémentarité avec les souhaits exprimés dans chaque municipalité de la MRC de Maskinongé.

## Implication des entreprises

Dans un second volet, la CO-

DEL estime que les entreprises de la MRC se doivent de développer peu à peu un sentiment d'appartenance envers le monde du développement économique.

Son action aura pour but de sensibiliser les entreprises à devenir des partenaires de premier plan et ainsi s'assurer de la collaboration de ceux qui constituent l'essence même de la réussite.

Les premiers pas du Centre promotionnel de l'activité économique de la MRC de Maskinongé devront être interprétés comme le début de

cette aventure de partenariat entre la CODEL et les entreprises qu'elle dessert.

Selon le commissaire industriel, cet outil aura pour but également de mettre en évidence les forces du milieu et de donner au tissu économique de la MRC de Maskinongé un visage positif et prometteur.

La CODEL veut enfin se doter d'outils de promotions pour faire en sorte que la MRC puisse être en mesure de vanter les innombrables qualités du territoire de Maskinongé. ●



Sylvain Désaulniers

## Petite année à prévoir dans la construction

Trois-Rivières (JG)

■ L'année qui commence ne devrait pas passer à l'histoire dans le domaine de la construction domiciliaire ou commerciale dans la région, si l'on se fie aux projections des économistes et de l'Association professionnelle des constructeurs d'habitation du Québec. L'organisme, qui regroupe les principaux entrepreneurs de la région, prévoit en effet une baisse dans le volume

des mises en chantier.

«On ne sait pas vraiment à quoi s'attendre, mais on sait que ça va être difficile. Il ne s'agit pas d'être négatif, mais d'être réaliste. La fermeture de l'usine PFCP va avoir des effets directs sur le nombre de mises en chantier», de dire M. Jean-Pierre Caron, directeur général de l'APCHQ.

Selon lui, il existe un autre facteur qui va avoir des conséquences néfastes sur la construction, et c'est

la loi 185, qui limitera considérablement la liberté d'action des petits entrepreneurs. Ces derniers ne pourront plus désormais travailler seuls; ils devront en tout temps être accompagnés d'un salarié, même pour un petit contrat.

M. Caron a expliqué que cette mesure va avoir une forte influence sur le coût des maisons et comme si ce n'était pas suffisant, la taxe sur la valeur ajoutée du Québec (TVQ) s'appliquera en juillet.

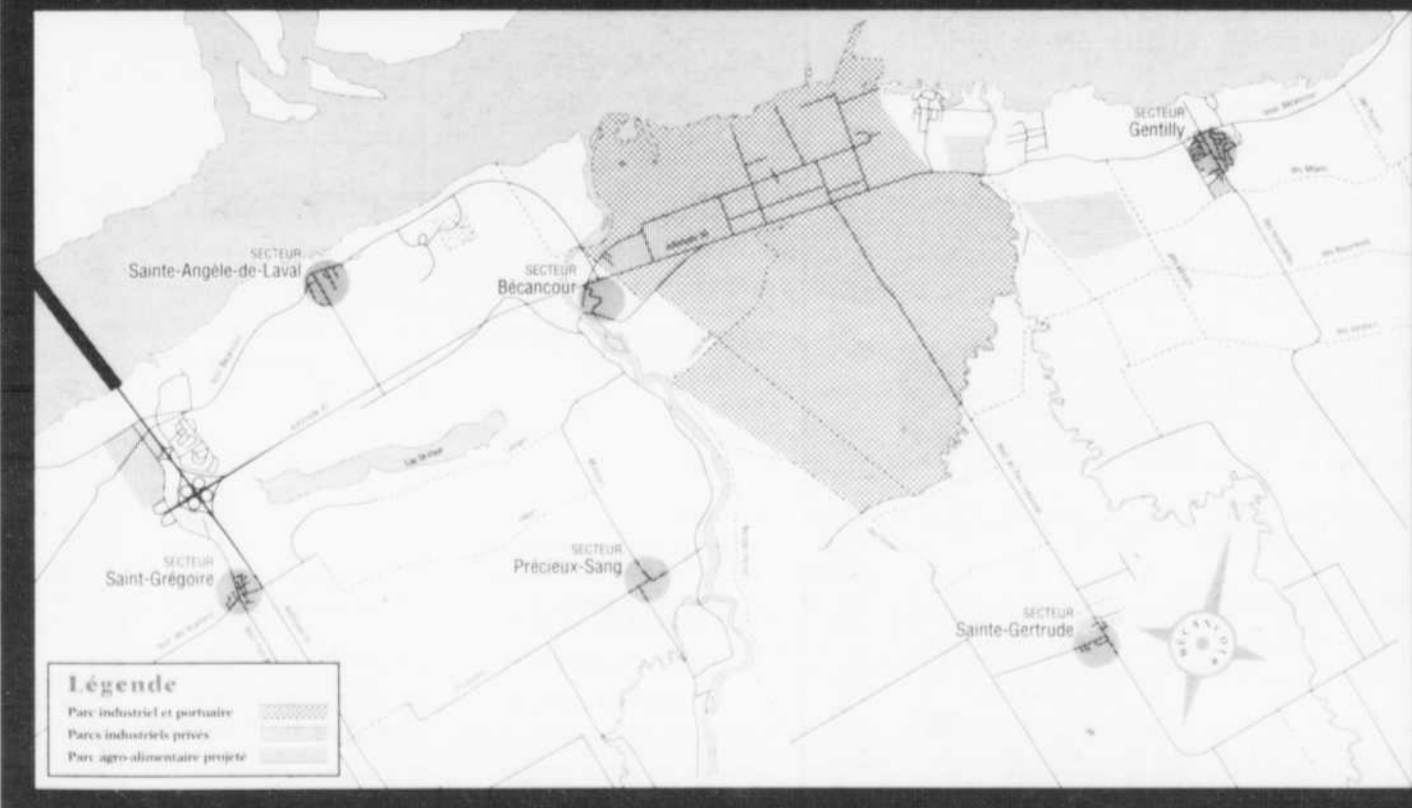
«Ce sont toutes des mesures qui

sont de nature à ralentir la construction, car pour bien des acheteurs potentiels la mise de fonds va être trop élevée.»

Le son de cloche est assez semblable du côté de l'Association de la construction du Québec. Son directeur régional, M. Martin Leblanc, croit lui également que l'année 1992 ne sera pas tellement florissante. L'ACQ prévoit une baisse de 10% dans le volume des mises en chantier à travers le Québec. ●

# Bécancour

## Voyez-nous grandir



POURQUOI  
PAS AU  
**SUD?**

Un environnement agréable  
et fonctionnel

Des commerces et des services  
de plus en plus nombreux

Des sites propices pour  
vos projets résidentiels,  
commerciaux et industriels

Une place de choix pour l'industrie  
agro-alimentaire



VILLE DE  
BÉCANCOUR

Service de développement économique  
Ville de Bécancour  
1295, rue Nicolas-Perrot  
Bécancour (Québec)  
GOX 1B0  
Téléphone:  
(819) 294-6500  
Télécopieur:  
(819) 294-6535

Pour permettre à la région de rester en bonne santé, selon Paul Philibert

## «Il faut aller vers la diversification dans les métaux»

Marcel Aubry  
Trois-Rivières

■ Depuis que l'industrie lourde a commencé à s'installer dans le parc industriel de Bécancour, depuis l'arrivée surtout de grosses usines d'aluminium et de magnésium comme A.B.I. et Norsk-Hydro, nombreux sont les intervenants économiques qui ont insisté, du côté nord du fleuve, sur l'importance pour nos PME de s'ajuster à l'économie régionale en offrant des services de sous-traitance à la grande industrie.

Le député de Trois-Rivières à



Paul Philibert

l'Assemblée nationale, M. Paul Philibert, croit que l'annonce, le 9 janvier, de la fermeture de l'usine trifluvienne des Produits forestiers Canadien Pacifique donne un signal clair que le moment est venu plus que jamais pour la région de diversifier sa production.

«Il faut aller vers la diversification dans les métaux», affirme le député, qui considère que la région a tout ce qu'il faut pour faire ici, chez nous, de la transformation de produits métallurgiques.

Selon M. Philibert, les structures d'accueil sont bien importantes dans une région pour permettre l'implantation de nouvelles indus-

tries. On pense surtout à la formation du personnel qui sera appelé à y travailler. «Au plan institutionnel, a-t-il signalé, nous avons les ressources, nous avons tout ce qu'il faut pour permettre la formation des travailleurs avec le cégep et l'université et les services spécialisés qu'ils sont en mesure d'offrir, chacun à leur niveau.»

Faisant référence à l'implantation de la machine no 10 à la Kruger, qui est entrée en production l'an dernier, M. Philibert rappelle la formation qui a été donnée au personnel appelé à travailler sur cette machine grâce à la collaboration financière qui avait été établie

entre la compagnie et le gouvernement.

Dans l'industrie papetière, les règles du jeu ont changé, constate le député libéral, et il est évident que la région, malgré sa longue tradition dans ce domaine de production, va devoir s'ajuster en faisant des efforts de rationalisation. M. Philibert ne cache pas que la fermeture, à l'été, de l'usine PFCP constituera une très lourde épreuve pour l'agglomération trifluvienne, surtout qu'elle survient dans un domaine qui était considéré jusqu'à récemment comme une infrastructure solide dans les produits manufacturiers.●

Soutien à l'économie régionale

## Le député Philibert compte sur les investissements publics

Trois-Rivières (MA)

■ Le député de Trois-Rivières à l'Assemblée nationale, M. Paul Philibert, compte sur les investissements publics pour continuer à soutenir l'économie régionale en 1992.

Dans la seule ville de Trois-Rivières, deux gros chantiers de construction — environ 36 millions \$, a-t-il précisé — sont en cours aux centres hospitaliers Saint-Joseph et Sainte-Marie. Il s'agit d'investissements importants qui étaient attendus depuis longtemps mais qui arrivent en temps opportun, comp-

te tenu du contexte économique difficile qui est ressenti un peu partout au Québec actuellement.

Deux autres institutions, soit la réfection des cuisines du centre hospitalier Cooke (1,8 million \$) et la modernisation de Ville-Joie Saint-Dominique (1,7 million \$), devraient contribuer aussi au maintien d'un certain niveau de construction en 1992 avec l'ouverture de nouveaux chantiers.

Deux projets d'envergure sont aussi attendus avec une certaine fébrilité dans le milieu, soit celui du Musée des arts et traditions populaires du Québec (15 millions \$) et

celui du Pavillon d'enseignement et de recherche en sciences de l'activité physique et du loisir (13 millions \$).

Musée

Dans le cas du musée, la Corporation s'est engagée à ce que les plans et devis de la future bâtisse, qui sera érigée à côté de la vieille prison, à l'angle des rues Hart et Lavolette, soient terminés pour le 31 mars 1992. «Dans ce dossier, le gouvernement du Québec a déjà mis sur la table 7 millions \$, on attend la confirmation du gouvernement fédéral qu'il va y aller à son tour d'une

enveloppe de 6,5 millions \$», signale le député Philibert. La Corporation s'attend, pour sa part, à une première pelletée de terre au printemps ou au début de l'été 1992.

Pavillon universitaire

Dans le cas du pavillon universitaire, la ministre québécoise de l'Enseignement supérieur et de la Science, Mme Lucienne Robillard, devrait faire savoir, dans les semaines ou les mois à venir, si elle autorise dès cette année la nouvelle construction. Le dossier a déjà franchi une étape très importante puisqu'il a été accepté au niveau de la première phase dans le plan quinquennal des investissements universitaires 1990-1995. Cela signifie que Québec a déjà accepté en principe le projet, et qu'il reconnaît sa validité. Le reste est une question de priorité dans les investissements au niveau du gouverne-

ment québécois.

Palais de justice

Reste un autre projet, celui du palais de justice de Trois-Rivières. De passage au souper des autorités de la Chambre de commerce du district de Trois-Rivières, il y a deux ans, le député Philibert s'était donné une période de cinq ans pour concrétiser ce projet. Force est de constater que ce dossier n'a pas beaucoup évolué depuis ce temps, si ce n'est qu'il a été inscrit dans le premier groupe des priorités sur sept groupes, il y a un an. Afin d'essayer d'activer le projet, le député Philibert mentionne qu'il se propose de rencontrer le ministre de la Justice et procureur général du Québec, M. Gil Rémillard, pour faire le point avec lui sur ce dossier.

Enfin, il y a le projet de prolongement de l'autoroute 40 sous forme de boulevard urbain à Trois-Rivières dont on attend la réalisation depuis déjà quelques années. Il semble qu'on approche de plus en plus de la phase de réalisation.●



### DOYON MACHINERIE ENR.

LE CENTRE DU SERVICE HYDRAULIQUE EN MAURICIE

*Spécialiste en réparation  
d'unités de grues,  
nacelles aériennes,  
tarières montées sur  
camion.*

**CONCEPTION, FABRICATION ET USINAGE DE SYSTÈMES  
HYDRAULIQUES ET MÉCANIQUES, SELON VOS BESOINS.**

Vente au comptoir de boyaux hydrauliques  
**GATES** et étancheurs hydrauliques **PARKER**.  
310, Père-Garnier, Trois-Rivières  
Bur.: (819) 376-4909  
Fax: (819) 376-6927

**LES  
SEULS  
VRAIS  
SPÉCIALISTES**

**EN AFFAIRES DEPUIS 1960**



**GESPROMAR INTERNATIONAL INC.**

**MARKETING INTERNATIONAL**  
Recherche de fournisseurs étrangers • Opérations à l'importation • Marketing à l'exportation • Rapports de marché • Formation et interventions en entreprise.

**LE COMMERCE  
INTERNATIONAL**  
une question  
d'expérience  
et de compétence  
**(418) 365-7687**

**Pas besoin  
d'être riche  
pour le  
devenir.**

Investors a aidé  
plus de 400 000  
Canadiens à  
consolider leur  
avenir financier pour  
aussi peu que \$50  
par mois.

APPELEZ  
Michel Desaulniers  
535-2593  
(sans frais de T.-R.)

**IG Groupe  
Investors**

Bâtisseurs d'avenir depuis 1940.

La clef de voûte d'un développement cohérent

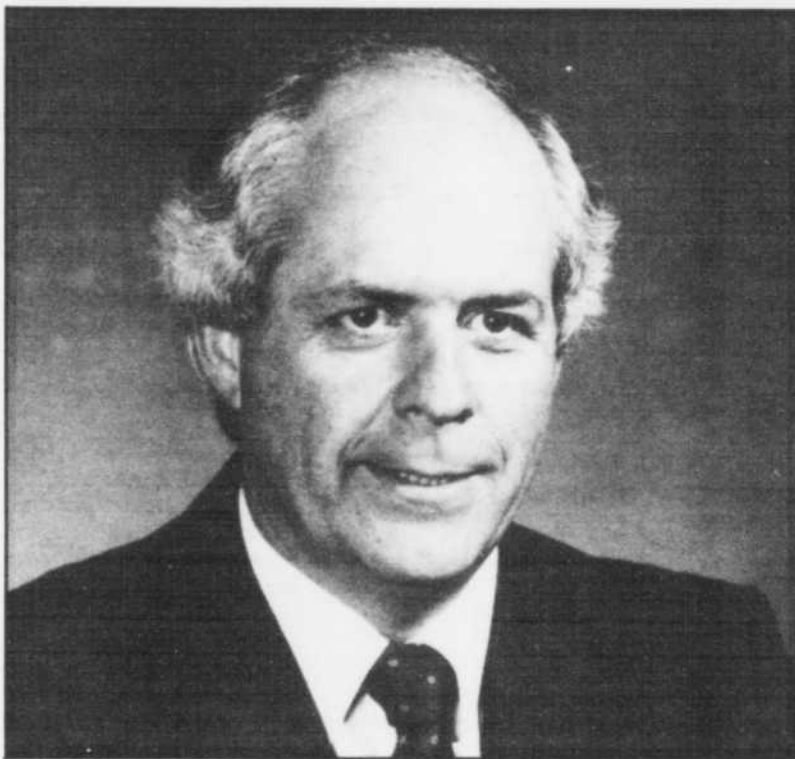
# Nicolet va mettre l'accent sur l'accueil touristique

Roger Levasseur  
Nicolet

■ Pour le maire de Nicolet, M. Clément Dubois, il n'est pas nécessaire de chercher longtemps pour trouver à cette ville des créneaux de développement économique. Selon lui, le tourisme est l'élément-moteur à privilégier, car il ne faut pas rêver à une industrie comme A.B.I. pour relancer l'économie nicolétaine.

«Même les usines de sous-traitance ne doivent pas nous faire perdre des énergies inutiles. Bien entendu, la ville de Nicolet serait très heureuse de recevoir dans ses murs des entreprises de sous-traitance et elle possède d'ailleurs un parc industriel très bien structuré et en mesure de bien accueillir ces investisseurs éventuels.»

Comme le tourisme demeure encore la clef de voûte d'un développement cohérent, M. Dubois cite à titre d'exemple le Musée des religions, qui a ouvert ses portes l'an dernier et qui a reçu plus de 18 000 visiteurs. Cette année, on s'attend qu'il en viendra près de 25 000 dont 55% de l'ex-



Le maire de Nicolet, M. Clément Dubois.

térieur de la région 04. «Les visiteurs de musées sont connus comme des gens assez bien nantis. Il

faut donc travailler à développer des structures qui feront en sorte que le touriste prolongera son sé-

jour à Nicolet. Il faut le convaincre de coucher, manger et visiter nos commerces», a poursuivi le maire Dubois.

Concrètement, la ville a embauché une personne-ressource via un PDE. Cette personne travaillera de concert avec la Chambre de commerce et les agents économiques locaux à la confection d'un mémoire qui déterminera quelles seront les structures et les moyens d'accueil à privilégier. «Nos restaurateurs, nos garagistes, nos commerçants doivent être invités à des sessions de sensibilisation et de formation. Il faut les convaincre d'accepter de devenir des ambassadeurs de Nicolet en leur faisant comprendre que si le touriste séjourne plus longtemps dans nos murs, ils seront les premiers à en profiter», a aussi fait part le maire. La formation de guides touristiques compétents est aussi une préoccupation principale des dirigeants municipaux. Ces guides pourraient même faire visiter les installations de l'Institut de police du Québec, une autre exclusivité à Nicolet.

Pour les nouvelles entreprises,

l'annonce du démarrage de l'usine de transformation de poissons de la Coop des pêcheurs du lac Saint-Pierre, ce printemps, réjouit naturellement le maire Clément Dubois. Il note que Nicolet a été frappée très tôt et de plein fouet par la récession. Des industries majeures ayant fermé leurs portes en 1989 et en 1990, la municipalité ne pouvait pratiquement plus absorber d'autres coups durs l'an dernier. «L'usine de transformation de poissons donnera du travail à une soixantaine de travailleurs et cela c'est de bon augure pour une reprise économique», a jugé M. Dubois.

Le retard du gouvernement du Québec à annoncer le prolongement de l'autoroute 30 est pour le maire la seule ombre au tableau empêchant une bonne reprise économique. «C'est une infrastructure dont on aurait vraiment besoin. C'est très décevant. Avec le temps, on en viendra à faire une comparaison entre l'annonce du pont Lavolette et le prolongement de l'autoroute 30. Combien d'élections faudra-t-on vivre pour que ce prolongement devienne réalité?», a-t-il demandé. ●



## INVESTISSEURS, DÉCOUVREZ NICOLET!

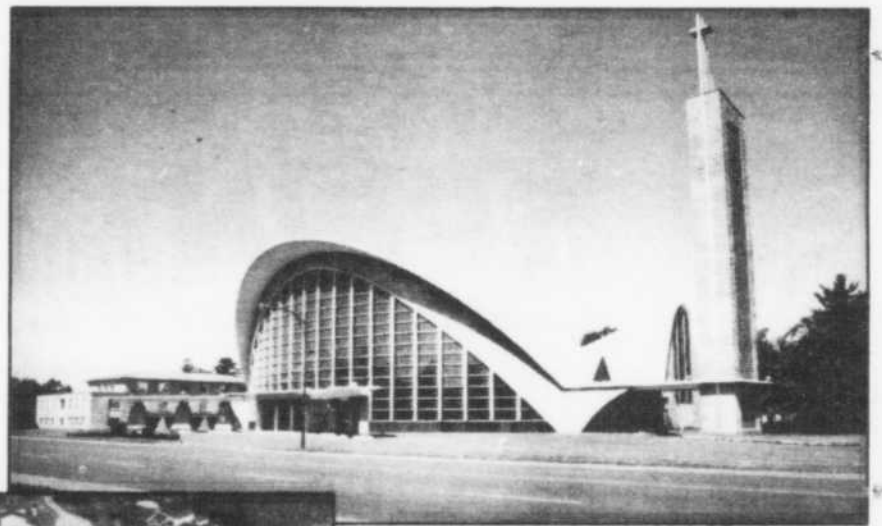
Découvrez les différentes facettes de cette ville qui, par ses institutions et son dynamisme économique, a marqué et marque encore non seulement la scène régionale et provinciale, mais aussi la scène nationale et internationale.



### DÉCOUVREZ LA STRUCTURE TOURISTIQUE

Découvrez:

- Le seul Musée des religions en Amérique
- Le seul Institut de police au Québec
- L'unique cathédrale de Nicolet avec sa verrière, oeuvre de l'artiste français Max Ingrand
- La maison-mère des soeurs de l'Assomption
- La maison du regretté peintre Rodolphe Duguay, monument historique.
- Le bâtiment de l'ancien séminaire de Nicolet, 2e séminaire après celui de Québec (1833), monument historique
- L'atelier Briniquet (haute-lisse et émaux)
- Le parc "Boisé du séminaire".



### DÉCOUVREZ LA STRUCTURE INDUSTRIELLE

- Parc industriel 1 600 000 pi<sup>2</sup>
- Terrains à 5<sup>e</sup> le pied carré
- Services municipaux inclus
- Commissariat industriel à votre écoute (COPERS)
- Subvention à la construction et à la rénovation industrielles
- Près des autoroutes 20-30-55
- À 25 km de Bécancour
- À 20 km de Trois-Rivières
- À 55 km de Drummondville

POUR RENSEIGNEMENTS: VILLE DE NICOLET  
180, RUE PANET, NICOLET (819) 293-6901

# Investissement de 5,8 millions \$ à Obedjiwan

Marc Rochette  
La Tuque

■ La collectivité atikamekw d'Obedjiwan, dont la réserve est située au nord de La Tuque, bénéficiera d'un investissement de 5,8 millions \$ dans un projet visant à améliorer en deux phases les infrastructures scolaires de la bande.

«Cet investissement est un bel exemple de l'engagement du gouvernement à améliorer les conditions socio-économiques des collectivités

indiennes, tel que promis par le premier ministre, en septembre 1990, dans le cadre du programme pour les autochtones», explique le ministre d'État aux Affaires indiennes et du Nord, Mme Monique Landry.

La première phase du projet consiste en la construction d'une école secondaire pouvant recevoir 140 étudiants des niveaux un à trois.

Cette institution abritera six classes, un laboratoire de sciences, un local d'enseignement commercial et informatique, une bibliothèque et un centre de ressources, un gym-

nase, un auditorium, des locaux administratifs ainsi qu'une salle pour le personnel, sans oublier l'aménagement d'un terrain de jeux.

Pour sa part, la seconde phase prévoit l'agrandissement et l'amélioration de l'école primaire existante ainsi que l'aménagement d'une aire de jeux pour les groupes de la prématernelle, de la maternelle et du primaire.

De plus, cette deuxième étape

sera marquée par la construction de nouveaux logements pour les enseignants, ajoutant ainsi une superficie de 400 mètres carrés aux résidences existantes.

Puisque les travaux ont débuté en novembre 1991, les bâtiments pourront être occupés au début de l'année scolaire 1992.

L'ouverture de ces installations scolaires est susceptible d'entraîner

des effets positifs sur le taux de passage, particulièrement au niveau secondaire, de même que sur le taux de persévérance des élèves de cette communauté.

Il y a quelques années, tous les élèves du niveau secondaire fréquentaient les écoles de La Tuque et de Roberval, situées respectivement à 387 et 210 kilomètres de la réserve. ●

## Année de consolidation au Festival western

Royal Saint-Arnaud  
Saint-Tite

■ Pour le nouveau président du Festival western de Saint-Tite, M. Gilles Gignac, la présente année, marquée par la 25<sup>e</sup> édition de l'événement annuel, se déroulera notamment sous le signe de la consolidation.

À cet effet, d'importants travaux, évalués à plus de 300 000 \$, seront réalisés aux différentes installations de l'organisation qui, pour la première fois de son histoire, deviendra propriétaire de terrains.

Parmi les travaux prévus il y a la rénovation et l'agrandissement de la grande scène aux estrades. De plus, on prévoit y aménager un salon d'accueil (VIP) qui deviendra, avant et après le festival annuel, une salle d'exposition et d'anim-

tion afin de rendre quasi permanent le caractère distinctif de Saint-Tite et de son événement touristique majeur, particulièrement pendant la période estivale.

D'autre part, la démolition de l'écurie numéro 5 et l'agrandissement des autres, en plus de l'aménagement d'espaces de camping plus adéquats dans le secteur voisin, sont également prévus aux travaux de consolidation.

Enfin, les lois du ministère du Transport du Québec ne permettant plus la circulation du fameux bateau «Accommodation» du festival, comme ce fut le cas pour le train Locobob, le bateau sera transformé en bar-saloon et installé à proximité des estrades. On y prévoit également une animation spécifique.

### Un nouveau visage?

Les membres du conseil d'administration de la 25<sup>e</sup> édition ont été appelés à considérer la possibilité de présenter un nouveau visage au Festival western en lui donnant un «nouveau sigle». Mais, en considérant l'étape de la consolidation qu'il faut traverser cette année, et



M. Gilles Gignac

les coûts importants d'un tel virage, l'organisation a décidé de reporter cette option à plus tard. Il ne faudrait donc pas se surprendre de voir apparaître ce nouveau visage l'an prochain, histoire de lancer avec éclat le deuxième quart de siècle du prestigieux événement touristique.

### Hommage aux bénévoles

Entre-temps, comme l'a déjà mentionné le président Gignac, la 25<sup>e</sup> édition vise à rendre hommage aux centaines de personnes bénévoles qui ont supporté l'événement, ainsi que le public. Pour se faire, l'édition de 1992 devrait offrir des spectacles impressionnants. Il n'est pas interdit de croire que la Cavalerie de la Gendarmerie royale du Canada soit aussi de la fête... ●

**TROIS-RIVIÈRES LOCATION INC.**

**LOCATION D'OUTILS et D'ÉQUIPEMENTS**  
**SERVICE • VENTE • RÉPARATION**

**RÉSIDENCE • INDUSTRIE • CONSTRUCTION**

**SERVICE 24 HEURES**  
**TROIS-RIVIÈRES**

2255, Bellefeuille	<b>375-1363</b>
<b>CAP-DE-LA-MADELEINE</b>	
815, Berlinguet	<b>378-1363</b>
<b>GENTILLY</b>	
1031, boul. Bécancour	<b>298-3141</b>

**SPRINT**

Service  
de préparation  
et d'intégration  
au travail

**SOLIDAIRE ET PARTENAIRE**

**DANS LE DÉVELOPPEMENT**

**ÉCONOMIQUE**

550, rue Bonaventure,  
bureau 204  
Trois-Rivières

372-9211

**La récupération c'est notre affaire !**

Au service des municipalités et des éboueurs de la région depuis plus de 10 ans.

Capacité de tri et de conditionnement des matières récupérées de 150 tonnes par jour.

**LA RÉCUPÉRATION C'EST PAYANT POUR TOUT LE MONDE**

**GROUPE RCM INC.**

247, Ste-Anne, Yamachiche (Qué) G0X 3L0

Tél.: (819) 296-3705 • 296-3706

Télécopieur (819) 296-2576

Deux mots d'ordre pour 1992

# Prudence et réalisme dans le haut Saint-Maurice

Marc Rochette  
La Tuque

■ La conjoncture économique actuelle amène le maire de La Tuque, M. Gaston Fortin, à aborder l'année 1992 avec prudence et réalisme et cette approche se traduit déjà par des moratoires sur des projets aussi majeurs que ceux du Brown Community Club et d'un motel industriel.

«En priorité, nous travaillerons sur le projet d'acquisition de l'école Eugène-Corbeil, pour y loger nos

des loisirs et de la culture, du même type que la future régie intermunicipale de gestion des déchets.

«Même si aucune reprise économique n'est prévue pour 1992, il y a toujours des gens qui ont des idées ou des projets à lancer», soutient M. Gaudreault tout en rappelant que sa municipalité effectuera cette année l'achat de quatre terrains à des fins récréatives et industrielles.

Pour sa part, le préfet de la MRC Haut-Saint-Maurice, M. Elzéar Lepage, mise beaucoup sur les activités du terrain Vallières, au nord de La Tuque. Doté de l'usine de tronçonnage et de déchiquetage de la

prise du service d'autobus, barrages et lignes hydroélectriques, ainsi que circulation aérienne: voilà quelques exemples de dossiers qui ont obtenu une action concertée de la part des intervenants politiques

et économiques en 1991.

«L'avenir de l'usine latuquoise des Produits forestiers Canadien Pacifique, les changements radicaux dans l'exploitation forestière et le contexte économique actuel néces-

siteront une application constante et des précautions rigoureuses de la part de tous les intervenants», conclut M. Hamel, qui croit en une nouvelle orientation pour la région haute-mauricienne. ●



(Photo Gilles Berthiaume)

Le maire de La Tuque, M. Gaston Fortin, le préfet de la MRC Haut-Saint-Maurice, M. Elzéar Lepage, le maire de Haute-Mauricie, M. Réjean Gaudreault et le commissaire industriel, M. Gaston Hamel, seront appelés à s'impliquer dans le développement économique de la région haute-mauricienne en 1992.

services de sécurité publique, et celui de l'aérogare», a-t-il confié.

Le premier magistrat est d'ailleurs préoccupé à offrir de bons services à la population alors que les employés municipaux affichent une attitude positive concernant la rationalisation des coûts et une meilleure productivité. «Le climat politique est favorable à une évolution positive du dossier de fusion des municipalités de La Tuque et Haute-Mauricie», de dire M. Fortin.

Son homologue haut-mauricien, M. Réjean Gaudreault, partage cet avis tout en poussant plus loin la réflexion relative au principe du regroupement.

«Plusieurs organismes auraient avantage à se fusionner pour centraliser les différentes missions, ce qui ferait diminuer le nombre de sollicitations financières», explique-t-il.

En plus des préoccupations d'ordre économique, le maire Gaudreault rappelle que sa municipalité procédera à l'évaluation des besoins de la population de Haute-Mauricie dans le domaine des loisirs. À ce sujet, une entente devra être renouvelée avec la ville de La Tuque, à moins que le milieu haut-mauricien puisse réussir à mettre sur pied une régie intermunicipale

compagnie Gérard Crête et fils, ce secteur pourra même compter sur une station de pompage et ce, grâce à l'implication financière de la MRC haute-mauricienne.

Souhaitant que l'industrie forestière puisse être capable de s'adapter à tout nouveau type d'exploitation, M. Lepage parle aussi d'une année de transition susceptible de favoriser l'union des forces politiques, économiques et sociales de la haute Mauricie.

De son côté, le commissaire industriel, M. Gaston Hamel, base sa confiance en l'avenir sur les efforts de concertation qui ont marqué l'année 1991 soit, entre autres, par la formation d'un comité de concertation de tous les organismes de développement économique, la réalisation du mini-sommet, le dossier du groupe Crête et d'une future scierie, la reconnaissance du haut Saint-Maurice comme région de ressources, la réouverture de l'usine de Parent et le projet des Papiers La Tuque qui ne pourra voir le jour à la lumière d'une étude de marché.

Réfection et entretien de liens routiers tels que les routes 25, Parent-La Tuque et 155 sud, conservation des trains de passagers, re-



## Choisir Haute-Mauricie pour implanter votre P.M.E.

- Parc industriel idéal pour les P.M.E., situé à 3 kilomètres au sud de la ville de La Tuque, près de l'aéroport.
- Terrains avec services, à prix abordable.
- Programme de crédit de taxes pour construction industrielle sur trois (3) ans.

**UN CHOIX LOGIQUE:  
LA MUNICIPALITÉ DE  
HAUTE-MAURICIE**

*Pour renseignements, communiquez avec*  
**Yves Tousignant, secrétaire-trésorier**  
**Centre administratif Haute-Mauricie**  
**1544, boul. Ducharme. B.G. 231**  
**Haute-Mauricie, (Qué) G9X 3N8**

**Tél.: (819) 523-4561**  
**Télécopieur: (819) 523-8372**

À Shawinigan, selon le député Lemire

## La voie d'accès stimulera le centre-ville

Shawinigan (MC)

■ La relance du centre-ville de Shawinigan est également liée de très près au projet de construction de la voie d'accès de Shawinigan-Sud à la 755, estime le député de Saint-Maurice à l'Assemblée nationale, M. Yvon Lemire.

Actuellement, le processus nor-

mal suit son cours avec les derniers dézonages des terres du côté de Saint-Boniface.

«Aucun budget ni de date de travaux ne sont encore arrêtés devant tout ce qui se passe de bouleversements dans l'économie», avoue toutefois le député, d'un ton optimiste. «Nous voulons attendre les prochains budgets», précise-t-il, en di-

sant que cette voie d'accès est d'une importance capitale.

Au coût de quelque 20 millions \$, la voie d'accès tant attendue permettra une lancée vigoureuse du Centre d'interprétation de l'industrie de Shawinigan, dont l'investissement initial de 4 millions \$ du gouvernement du Québec est prévu à la biennale printanière.

Pour le député, le nouvel accès à l'autoroute aidera grandement l'usine Belgo et son centre d'emballage avec son trafic de camions-re-

morques.

Quant à l'espoir de voir s'implanter, dans son comté, l'usine de denim avec ses 125 employés, le député fait part que l'annonce se fera prochainement. «Les investisseurs ont trouvé les fonds requis et les ententes avec le ministre Tremblay et les autres promoteurs sont en cours», a-t-il dit.

Autre point stratégique en 92: le dossier du foyer Dehauffe du boulevard Saint-Maurice, dont la relocalisation au coût de 12 millions \$, est prévue au centre-ville.



Yvon Lemire

«Le ministre devrait autoriser l'érection d'un nouvel immeuble pour 128 bénéficiaires dès le printemps», prévoit M. Lemire. ●

### ATELIER D'USINAGE CLOUTIER ENR.

530, rue Notre-Dame sud, Louiseville  
(819) 228-4451

Atelier de soudure

Jean-Guy et Marcel Cloutier  
propriétaires

USINAGE DE PRÉCISION DE  
TOUT GENRE (MACHINE SHOP)  
SOUDURE - FABRICATION DE  
PIÈCES MÉCANIQUES

#### SPÉCIALITÉS:

- TOURNAGE
- RECTIFIAGE
- FRAISAGE
- PERÇAGE

Travaux sur presse hydraulique.

## Le maire Dubois souhaite la concertation des agents économiques des deux rives

Bécancour (RL)

■ Ces dernières années, bon nombre d'intervenants économiques de la région ont souhaité la mise sur pied d'un mouvement de concertation. Pour le maire de la ville de Bécancour il serait grand temps que ce souhait dépasse le seuil du voeu pieux, et que 1992 soit enfin l'année où les agents économiques des deux rives s'assoient à la même table pour établir des stratégies concertées.

«La majorité des villes de la région désirent concentrer leurs efforts dans le secteur de transformation des métaux légers. Dans la recherche d'une stratégie efficace il est illogique de poursuivre les efforts sé-



Jean-Guy Dubois

parément sur les deux rives. Il pourrait y avoir facilement complémentarité», a préconisé le maire Jean-Guy Dubois.

Selon lui, le contexte de récession économique des derniers mois force les agents du développement économique d'une même région à réviser leur façon de travailler. Il estime qu'en période difficile, plus que jamais le salut est à ceux qui se serreront les coudes.

Le maire Dubois a fait remarquer que Bécancour avait la chance d'être moins touchée par la réces-

sion en raison de la présence d'entreprises de technologies de pointe.

Selon lui, la ville peut quand même compter sur des acquis, comme la construction en cours de la Centrale à turbine à gaz d'Hydro-Québec, au coût de 380 millions \$. Il a souligné que la direction de Câbles Reynolds avait commencé à former des travailleurs, et que les opérations commenceront bel et bien au printemps 92, à cette nouvelle usine. Le projet de l'établissement de Tioxide est également dans l'air, et il y a bien des chances qu'il soit officialisé en mars.

A moyen terme, le maire de Bécancour déclare que durant l'année, des efforts seront faits pour faire avancer le projet d'un parc agro-alimentaire dans cette ville. On poursuivra aussi le travail de développement des trois petits parcs industriels municipaux: le 30-55 dans le secteur Saint-Grégoire, Sogex à Gentilly et Châtaigniers dans le secteur Sainte-Gertrude.

Concernant la construction, la ville a bien confiance de voir s'élever une soixantaine de nouvelles unifamiliales, soit environ le même nombre que l'an dernier. ●

### UN COUP DE MAIN - D'OEUVRE

aux entreprises  
et aux travailleurs  
de la région...



Commission de formation  
professionnelle  
de la main-d'oeuvre  
Région Mauricie/Bois-Francs

500, rue des Érables,  
Cap-de-la-Madeleine, QC G8T 5J1  
Tél: (819) 379-1314 / Fax: (819) 379-3423

346, rue Béliveau,  
St-Léonard-D'Aston, QC JOC 1M0  
Tél: (819) 399-3173 / Fax: (819) 399-3290

## Je peux vous aider.

La réalisation de vos objectifs financiers exige une bonne planification financière. Je peux vous aider grâce à:

- ▶ des fonds communs de placement
- ▶ des certificats de placement garanti
- ▶ un régime enregistré d'épargne retraite
- ▶ un régime enregistré d'épargne-études
- ▶ une assurance-vie et une assurance invalidité
- ▶ des rentes

Appelez 535-2593

sans frais de Trois-Rivières  
pour en apprendre davantage.



Michel Désaulniers

**IG** Groupe  
Investors

Bâtisseurs d'avenirs  
depuis 1940.

La Cédic appelle à un changement de mentalités

## «C'est la fin d'une époque!»

Ginette Gagnon

■ La Corporation économique de développement industriel et commercial ne se veut pas pessimiste mais plutôt réaliste face au contexte actuel: «Notre société est engagée dans un virage à 90 degrés. Rien ne sera plus jamais comme avant. La compétition est internationale, le marché maintenant est partout. On a vécu dans une société d'abondance. Ça prend parfois des coups durs pour sensibiliser les gens. Il faut revoir l'ensemble de notre façon de faire dans tous les secteurs, pour être compétitifs. Les mentalités doivent changer.»

Yves Therrien, le président de la Cédic, tout comme le directeur général de l'organisme, Guy Julien, concluent que la crise qui secoue la région trifluvienne mais aussi l'ensemble du pays tinte comme une cloche d'alarme: «C'est la fin d'une époque.»

Ça fait sept ans que la Cédic plaide pour la diversification de notre tissu industriel régional. Jamais le message n'a paru aussi clair depuis l'annonce de la déconiture de la papeterie PFCP, alors que la région s'est rendu compte qu'elle s'en est remise trop facilement aux seuls ronrons des moulins à papier. La fermeture d'une grande entreprise, pilier de l'économie, provoque inévitablement un raz-de-marée majeur.

«On a vécu longtemps d'une économie de ressources, là on vit la transition», souligne Guy Julien.

M. Therrien insiste pour dire qu'il va falloir s'adapter à la compétition internationale et faire les sacrifices qui s'imposent. Ça va prendre un examen de conscience à tous les niveaux, tant au plan de l'administration des entreprises qu'à celui des conditions de travail, plus de polyvalence des employés et plus de flexibilité dans les conventions collectives: «Si on reste là, on ne sera plus là. Il faut que les entreprises puissent faire des profits pour réinvestir.»

Et à la Cédic on affirme que ceux qui vont le mieux prendre le virage de la mondialisation des affaires ce sont ceux qui ne feront pas de surplace, mais ceux qui vont investir dans la technologie et se montrer d'avant-garde. La conjoncture actuelle nous prouve que les entreprises qui n'investissent pas et se laissent aller sont les plus vulnérables, les premières à flancher, les premières à succomber à la concurrence.

N'eût été le coup dur de PFCP, indique M. Therrien, les entreprises du territoire de la Cédic auraient surmonté la récession sans trop de casse. Il cite notamment à cet égard le taux de chômage du Trois-Rivières métropolitain qui était, en décembre dernier, à

10,2%, soit un point sous celui de la région et deux points sous le taux québécois. Les entreprises, dit-il, ont appris de la récession du début des années 80. Elles savent mieux gérer les crises maintenant et maintiennent un inventaire en conséquence.

À la Cédic on voyait venir la crise dans l'industrie papetière depuis six mois, mais là non plus on n'osait imaginer la fermeture de toute une entreprise. Cela aura un impact certain sur l'économie de la région dans environ deux ans, croit-il, parce que la papeterie ne ferme qu'en juin et parce que les travailleurs recevront une indemnité de départ et auront droit à des prestations de chômage. La situation aurait été encore pire, dit-il, si PFCP avait fait faillite.

On ne se risque pas à prédire la fin de la récession dans les bureaux de l'édifice François-Nobert. On se dit que la relance qu'il faut enclen-



Guy Julien, directeur général de la Cédic, et Yves Therrien, président.

cher se fait en fonction d'un objectif à moyen terme. Il n'y aura donc pas de solutions miracles pour demain matin.

D'ici là, la Cédic confirme que la machine à projets fonctionne au ralenti un peu partout, et que la principale préoccupation en 1992 sera d'aider les entreprises en place

à faire leur chemin dans la tourmente. Néanmoins, nous dit-on, il se fait heureusement de la consolidation dans plusieurs PME, et on achète de l'équipement de pointe. C'est bon signe. En 1991, il s'est réalisé des investissements de 190 millions \$ sur le territoire de la Cédic.

Le message d'Yves Therrien pour 1992: «On mange un coup dur mais on va se relever par nos propres moyens, sans attendre après les gouvernements. Chacun aura une contribution à faire. Il faudra que tout le monde se prenne en main, que notre problème en soit un collectif.»

# L'ÉQUIPE de la CEDIC

...à votre service pour vos projets de création et d'expansion d'entreprises

**YVES THERRIEN**  
président

**GUY JULIEN**  
directeur général et commissaire industriel

**SERGE FRANCOEUR**  
commissaire industriel adjoint

**CLAIRE PLOURDE**  
commissaire industrielle adjointe  
volet recherche et animation

**CLAIRE CHOUINARD**  
commissaire industrielle adjointe  
volet soutien aux jeunes entrepreneurs

**LOUISE LÉPINE**  
attachée de direction

**DIANE DROUIN**  
secrétaire

**LYNE ST-CYR**  
secrétaire

**GUYLAINE DUBOIS**  
secrétaire-réceptionniste

Corporation économique de développement industriel et commercial de Trois-Rivières Cap-de-la-Madeleine Ste-Marthe-du-Cap Pointe-du-Lac St-Louis-de-France Trois-Rivières-Ouest

1401, rue Royale (2e étage) Trois-Rivières (Québec) G9A 4J8  
Téléphone: (819) 374-4061/Télécopieur: (819) 373-6511

À la CDE Mékinac-Des Chenaux

## Ça bouillonne de projets malgré la récession

Royal Saint-Arnaud  
Saint-Tite

■ Ils ne sont pas tous mirobolants ou de type «méga», mais l'accu-

mulation de petits projets déjà en cours, et ceux en voie de réalisation ou de préparation, font en sorte qu'il n'est pas exagéré de dire que dans la région de Mékinac-Des Chenaux, ça bouillonne de projets

malgré la récession.

Comme le signale le directeur général de la Corporation de développement économique de cette région, M. André Carignan: «Nous sommes dans une belle région, où plusieurs petites entreprises sont dynamiques. Malgré un contexte économique difficile, il y a du progrès chez nous.»

### Chambre de commerce régionale?

Rappelant l'objectif prioritaire de la région pour 1992-1993, qui est de freiner l'exode commercial par la promotion de l'achat chez nous, en développant de nouvelles approches avec la clientèle locale, M. Carignan est d'avis qu'il faudra en arriver à une concertation à l'échelle de la région.

La solution selon lui réside dans la mise sur pied d'une Chambre de commerce régionale qui travaillerait à sensibiliser les gens du milieu à «penser région», visant à atteindre le même objectif collectif: le développement régional.

M. Carignan a aussi fait état d'un phénomène qui se répète de plus en plus touchant les pertes d'emplois dans cette région. Selon lui, elles sont de plus en plus nombreuses les personnes qui, ayant perdu leur emploi, décident de se prendre individuellement en main et de partir leur propre entreprise. Modeste, mais dynamique et réaliste.

**Économie vs intégration scolaire**  
Le directeur général de la CDE

est aussi d'avis que l'intégration scolaire telle que proposée dans le territoire de Normandie serait un élément très positif pour l'économie de la région.

«Il suffit de penser à toutes les possibilités que nous aurions au niveau de la formation», dit-il, en laissant entendre que ce serait aussi une façon d'amorcer le retour vers le «small is beautiful», cette idéologie qui veut qu'une plus petite organisation est en meilleure position pour se prendre efficacement en main et se donner des services à sa mesure.

### Un agent de développement

Histoire de donner le ton régional au développement touristique, la CDE embauchera cette année un agent de développement en tourisme. Spécialisé en marketing, il verra notamment à la coordination des divers projets touristiques. Il aura aussi à travailler à établir des ponts entre les divers intervenants touristiques afin de rendre l'action



André Carignan

plus régionale et mieux planifiée, évitant ainsi les chevauchements et le doublage d'activités.

Bien conscient des lourdes pertes entraînés par la fermeture de la très nourricière Agropur de Sainte-Anne-de-la-Pérade, il parle aujourd'hui de relance de ces installations. Il est maintenant question d'y aménager un incubateur industriel. Deux entreprises agro-alimentaires pourraient s'y reloger. Un troisième projet est à l'étude. ●

**DEPUIS PLUS DE 40 ANS À VOTRE SERVICE**

**SOUFFLEUSE  
À NEIGE**

**Kubota**

KUBOTA CANADA LTD.

**TRACTEUR DIESEL**

de 10 à 100 forces  
de 2 à 4 roues  
motrices.

La technologie japonaise  
à votre service,  
c'est de la fiabilité!

**LE PLUS VASTE CHOIX  
DE TRACTEURS DANS  
LA RÉGION**



**LAFRENIÈRE TRACTEURS**

INC.

938, DE LANAUDIÈRE, ROUTE 138

STE-ANNE-DE-LA-PÉRADE

(418) 325-2446

OPEN JOIST inc.



SOLIVE AJOURÉE inc.®

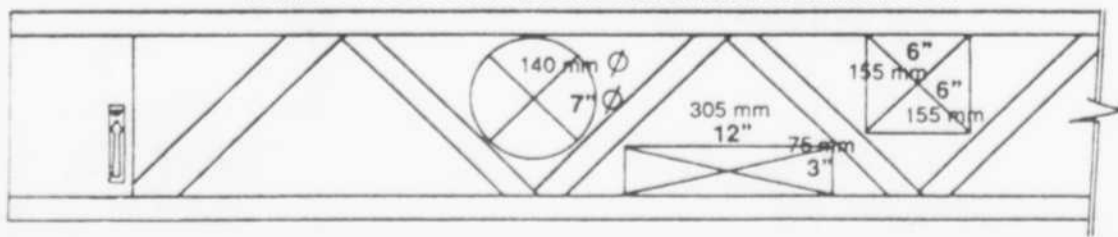
DIVISION DE  
TOITURE MAURICIENNE

1970, route St-Maurice Nord  
Ste-Marthe-du-Cap (Qué) G8T 7V8  
Montréal (514) 328-1612  
Cap-de-la-Madeleine (819) 374-8784

La seule solive préfabriquée qui a tous les avantages de ses concurrents réunis dans un produit unique et révolutionnaire.

- ✓ Approuvée par CCMC 12118-R (code national du bâtiment)
- ✓ Ajourée sur toute sa longueur
- ✓ Faite entièrement de bois séché au four
- ✓ Assemblée avec de la colle à l'épreuve de l'eau
- ✓ Fabriquée avec une cambrure
- ✓ Les appuis sont renforcés de par sa conception
- ✓ Très légère parce qu'elle est ajourée
- ✓ Aucune perte de matériel (moins de 11 po) 280mm
- ✓ Ajustage de longueur au chantier
- ✓ Plan de montage fourni sur demande
- ✓ Nécessite un contreventement continu
- ✓ Déflexion maximum L/360
- ✓ Livraison rapide
- ✓ Capacité approuvée par les ingénieurs

DIVERS TYPES ET DIMENSIONS DES GAINES DE VENTILATION



## L'industrie nautique veut se tenir à flots

Royal Saint-Arnaud  
Grand-Mère

■ À l'aube de la prestigieuse exposition nautique internationale de Montréal, qui se tiendra du 31 janvier au 9 février, les deux grands constructeurs québécois de vedettes à moteur, Bateaux Doral et Thundercraft-Cadorette de Grand-Mère, seront évidemment présents pour y présenter leurs gammes respectives.

Chacun a dévoilé sa stratégie et sa position pour se tenir à flots sur

la mer agitée de l'économie, que traverse aussi cette industrie.

Pour le directeur de la mise en marché chez Thundercraft-Cadorette, M. Paul Beaudoin, il y a présentement des signes de reprise au coeur de la récession économique. «Pour nous la crise a commencé en 1989, a-t-il confié, et nous avons décidé d'adopter une attitude proactive pour la traverser et bien nous préparer à une reprise de l'activité économique.»

Il laisse même entendre que pour eux, le plus gros de la crise est déjà derrière et non devant. «Nous nous sommes déjà une croissance modérée dans notre industrie», affirme-t-il prudemment.

Contrôleur et directeur des finances chez Bateau Doral, M. Michel Landry brosse un tableau quasiment identique à celui présenté par le compétiteur grand-mérois.

Il ne cache pas non plus que l'entreprise a dû rationaliser ses activités pour réussir à traverser la crise. Il a notamment révélé que des 450 employés que comptait l'entreprise en 1986-1987, il en reste 135 aujourd'hui.

Là aussi, des efforts considérables ont été déployés pour réduire les coûts de production. De plus, un sérieux plan de mise en marché et de promotion a été maintenu en place pour raffermir les positions sur des marchés largement occupés par les concurrents. ●

### Songez-vous à des lendemains financiers heureux?

À Investors, nous vous aiderons à réaliser vos objectifs financiers grâce à des placements solides et à une planification financière judicieuse.

**APPELEZ**  
**Michel Desaulniers**  
**535-2593** (sans frais de T.R.)

**IG Groupe Investors**

Bâtisseurs d'avenir depuis 1940.

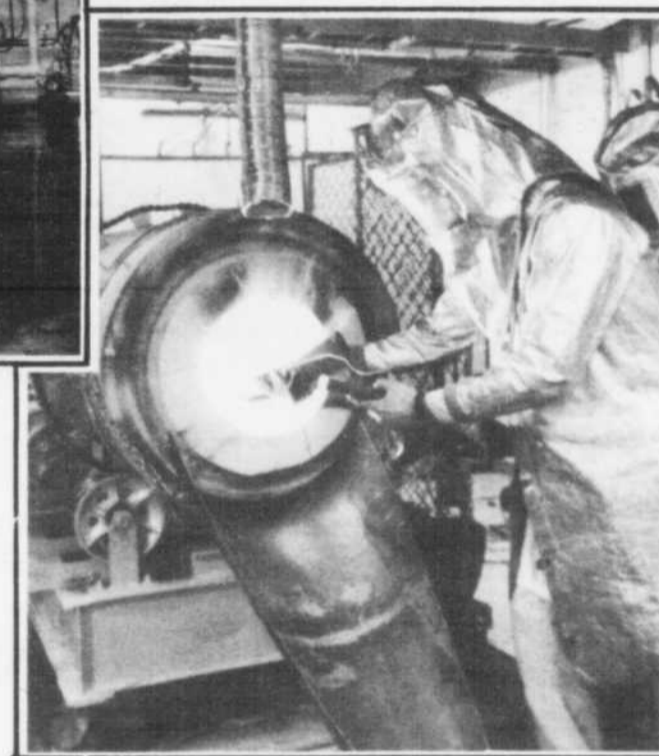
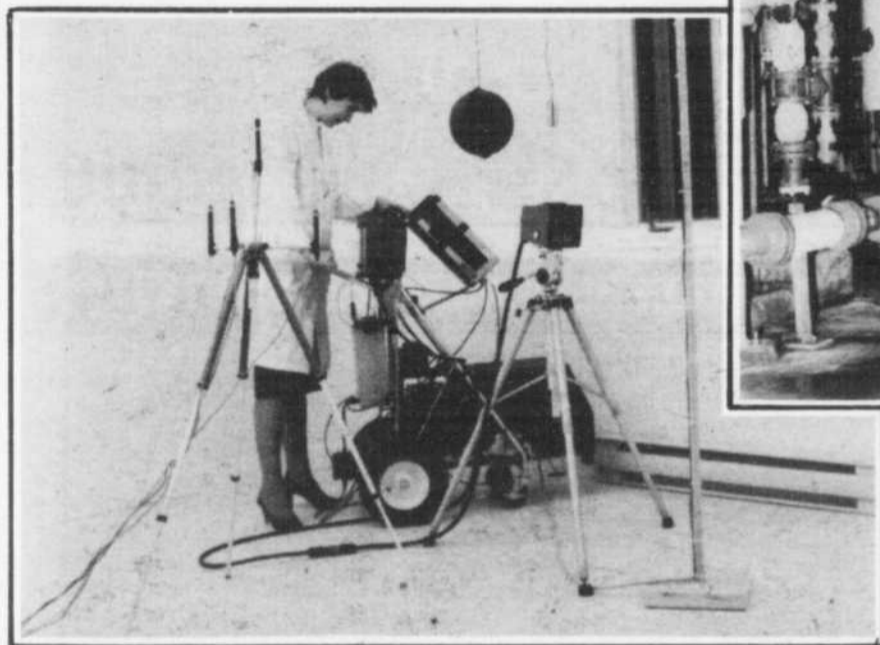
# Le LTEE

## un leader en matière d'électrotechnologies et d'efficacité énergétique



### • **Électrochimie**

Procédées électrochimiques,  
séparation par membranes,  
analyses chimiques.



### • **Électrotechnologies**

Séchage, chauffage,  
traitement des matériaux par  
rayonnement infrarouge,  
hautes fréquences, micro-ondes,  
induction et résistances.

### • **Plasmas**

Fusion des métaux,  
traitement des surfaces,  
revalorisation des déchets,  
synthèses chimiques.

# LTEE

LABORATOIRE DES TECHNOLOGIES ÉLECTROCHIMIQUES  
ET DES ÉLECTROTECHNOLOGIES D'HYDRO-QUÉBEC

600, avenue de la Montagne, Shawinigan (Qué) G9N 7N5. Tél.: (819) 539-1400/Fax: (819) 539-1409





# TECCART

## ÉLECTRONIQUE TECHNICIENS • TECHNICIENNES

### Évaluez sérieusement une carrière dans ce secteur

- l'emploi y est exceptionnel
- les salaires sont élevés
- le travail est motivant
- les milieux de travail sont diversifiés
- les conditions de travail sont excellentes
- l'avenir est grandement ouvert

### Choisissez Teccart pour votre D.E.C.

- c'est le pionnier de la formation en électronique
- le placement de ses diplômés est remarquable
- le cours est pratique, au point, près de la réalité industrielle
- l'étudiant obtient un suivi personnalisé
- trois programmes sont offerts:
  - 243.03 - Électronique industrielle/télécommunication
  - 244.01 - Technologie physique/automatisation/contrôle/analyse de procédés
  - 247.01 - Technologie de systèmes ordonnés/langages/systèmes d'exploitation

**Teccart plus qu'un diplôme: l'excellence, la confiance, la fierté.**

### Vous avez un D.E.C. ou presque?

Inscrivez-vous au cours intensif et obtenez votre D.E.C. en 2 ans.

## MÉRITEZ UNE BOURSE D'UNE ENTREPRISE PRESTIGIEUSE

BOURSE DES JARDINS

BOURSE

BOURSE

BOURSE



Les caisses populaires  
du secteur de l'est de Montréal



Hydro-Québec

KRAFT GENERAL FOODS  
CANADA INC.

**NCR**

offrent quatre bourses couvrant les frais de scolarité pour les trois années nécessaires à l'obtention d'un D.E.C. à l'Institut Teccart. Pour obtenir un formulaire d'inscription, adressez-vous au service d'information scolaire ou d'orientation de votre école ou contactez l'Institut Teccart. **Date limite d'inscription: 31 janvier 1992**

### PORTES OUVERTES Samedi 25 janvier 1992 de 9h30 à 12h30

un collège  
qui tient  
ses promesses



COLLEGE PRIVE  
DECLARE D'INTERET PUBLIC  
EN VERTU DE LA LOI DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE

Numéro de permis 749-667



3155, rue Hochelaga  
Montréal (Québec)  
H1W 1G4  
(Métro Prefontaine)

**(514) 526-2501**



## LA FORMATION EN ENTREPRISE

Teccart travaille en entreprise depuis sa fondation à la fin des années 40. Touchant tous les secteurs de l'électronique, Teccart Industrie a depuis quelques années effectué des contrats dans plus de 50 entreprises. Son approche méthodologique pragmatique, son adaptation aux conditions et objectifs du client font de sa formation sur mesure un apport efficace et rentable pour l'industrie. Pour la réponse immédiate à vos besoins actuels de formation. Contactez nos experts.

## ÉDUCATION PERMANENTE HIVER 1992

**LUNDI (De 19h00 à 22h30)**

ENTRETIEN ET RÉPARATION DE MAGNÉTOSCOPES

Début: 3 février 1992 • Fin: 6 avril 1992

**MARDI (De 19h00 à 22h30)**

RÉSEAU NOVELL

Début: 4 février 1992 • Fin: 7 avril 1992

**MERCREDI (De 19h00 à 22h30)**

ENTRETIEN ET RÉPARATION DE LECTEURS DE DISQUES COMPACTS AU LASER

Début: 5 février 1992 • Fin: 8 avril 1992

**LUNDI-MERCREDI-JEUDI (De 19h00 à 22h30)**

**SAMEDI (De 8h30 à 12h00)**

COURS INTENSIF: BASES EN ÉLECTRONIQUE

Début: 3 février 1992 • Fin: 13 juin 1992

**Vous préférez étudier chez vous, à votre rythme et obtenir des crédits inscrits au bulletin d'études collégiales (B.E.C.) du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science ainsi qu'un diplôme Teccart?**

## Choisissez la formation à distance.

Les programmes continuellement mis à jour sont tous présentés par objectifs, **facilitant grandement l'apprentissage**. Les cours sont complétés par de l'équipement de laboratoire vous permettant de développer les habiletés et aptitudes propres aux techniciens. Deux profils sont offerts: en électronique industrielle et en électronique numérique, de même que des cours spécifiques.